

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 28 JUILLET 1920.

Projet de loi

portant interprétation et révision de la loi du 10 mai 1919
sur la réparation des dommages résultant des faits de
la guerre (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION DES DOMMAGES DE GUERRE ET DES RÉGIONS
DEVASTÉES (2), PAR M. MECHELYNCK.

MESSIEURS,

Le projet soumis à la Chambre a pour objet principal de modifier, sur deux points essentiels, les dispositions de la loi du 10 mai 1919 relatives à l'indemnité complémentaire de emploi :

1° les éléments sur lesquels cette indemnité est établie ;

2° le mode et l'époque de son paiement.

Le rapport n'en a abordé pas immédiatement l'examen ; il suit, pour faciliter la discussion du projet, l'ordre des dispositions modifiées.

ARTICLE 4.

La loi du 10 mai 1919, d'après son article 4, 1°, n'est pas applicable aux dommages susceptibles d'être réglés par application de la loi du 14 août 1887, complétée par l'arrêté-loi du 4 août 1917, relative au logement des troupes en marche et en cantonnement et aux prestations militaires.

Le projet de loi apporte une exception à ce principe.

Une disposition, ajoutée à l'article 27, a pour but d'étendre aux réquisitions effectuées par les armées belges ou alliées la faculté accordée à l'État

(1) Projet de loi, n° 430.

(2) Composition de la Commission : MM. Meehelynck, président, Colaert et Galopin, vice-présidents, Carlier et Mahieu, secrétaires, Buyt, Catteeuw, Claes, Cousot, Debunne, Dierkens, Drèze, Glorie, Hamman, Périquet et Vandromme.

d'offrir au préjudicié, à titre de réparation, des immeubles ou des meubles de même espèce et valeur que les biens endommagés, détruits, réquisitionnés ou enlevés.

Le projet, comme conséquence de cette extension, ajoute en tête de l'article 4 les mots : « sans préjudice à la disposition de l'article 27 ».

ARTICLE 13.

L'article 13 de la loi du 10 mai 1919 fixe la base de l'indemnité de réparation. L'article est général; il s'applique à tous les dommages mobiliers et immobiliers.

Le projet établit une distinction entre ces deux espèces de dommages; il limite l'article 13 aux immeubles et dans ce but ajoute en tête de l'article les mots : en matière immobilière.

La réparation du dommage mobilier fait l'objet d'une disposition nouvelle, article 18, alinéa 1 : « En matière mobilière, le dommage sera réparé dans l'ensemble de la perte subie, évaluée à la date du 1^{er} août 1914. Pour les meubles ou produits achetés postérieurement à cette date, l'évaluation du dommage est faite d'après le prix d'achat ou le coût de production si ceux-ci peuvent être établis. » Cette disposition correspond au premier alinéa de l'article 13; elle n'apporte à la règle générale qu'une modification destinée à faciliter l'évaluation du dommage; l'évaluation aura lieu, non sur chacun des objets pris séparément, mais sur l'ensemble de la perte subie. Ce mode d'évaluation n'était pas exclu par les termes de l'article 13; il a paru utile de le mentionner en termes exprès dans la loi, pour éviter des difficultés d'interprétation.

L'article 18 alinéa 1 du projet ne prévoit pas l'application, en matière mobilière, des alinéas 2 et 3 de l'article 13 de la loi du 10 mai 1919.

D'après l'alinéa 2 de l'article 13, il est tenu compte de la plus value résultant de l'accroissement ou de la diminution naturels au jour où le fait donnant lieu à réparation s'est produit; lorsque les biens ont subi une première destruction ou dégradation à la suite de laquelle ils ont été reconstitués ou rétablis et que dans la suite ils ont subi une nouvelle destruction ou dégradation, la réparation à laquelle ils donnent lieu comprend, aux termes de l'alinéa 3, les frais occasionnés par leur premier rétablissement ou reconstruction.

Une chose mobilière, cependant, peut, comme une chose immobilière, avoir augmenté ou diminué de valeur par des causes naturelles entre le 1^{er} août 1914 et le jour où le dommage est survenu; elle peut, comme la chose immobilière, avoir subi une première destruction partielle ou une première dégradation, avoir été rétablie ou reconstituée et puis avoir été détruite soit totalement soit partiellement.

Il n'existe donc aucun motif pour écarter, en matière mobilière, l'application des alinéas 2 et 3 de l'article 13; la Commission propose de mentionner cette application par une disposition expresse.

La loi du 10 mai 1919 établit une distinction nécessaire entre les indemni-

tés de réparation et les indemnités de remploi : elle les règle par des dispositions complètement distinctes ; en vue de maintenir ce système, la Commission propose de détacher le premier alinéa de l'article 18 et d'en former un article 13^{bis}.

ARTICLE 14.

1. L'article 14 a été introduit dans la loi de 1919 au cours de la discussion à la Chambre ; il accorde une indemnité spéciale au sinistré qui, par suite du dommage, a été mis dans la nécessité d'abandonner son habitation.

Le dommage prévu dans cet article est celui dont la loi du 10 mai 1919 assure la réparation et qu'elle détermine dans son article 2.

En vue d'éviter à l'avenir les divergences d'appréciation signalées dans l'exposé des motifs, le projet propose de remplacer les mots « par suite du dommage » par ceux-ci : « à la suite d'une des mesures ou d'un des faits définis à l'article 2 de la présente loi ».

L'alinéa 1 de l'article 14 ne prévoit que l'abandon de l'habitation ; l'indemnité spéciale est accordée, cependant, tant sur le mobilier que sur l'immeuble ; le projet propose en conséquence de mentionner dans le texte l'abandon des meubles.

La Commission s'est ralliée à ces deux modifications.

2. Le projet du Gouvernement limite la valeur sur laquelle l'indemnité annuelle de 5 p. c. est calculée ; elle ne peut être en aucun cas calculée sur une valeur dépassant 30,000 francs pour l'immeuble et pour les meubles sur une valeur dépassant celle des meubles meublants strictement indispensables à l'habitation et à l'exclusion des provisions, marchandises, œuvres d'art, collections, etc.

La Commission a admis la première restriction ; elle correspond à la pensée qui a dicté la disposition : le sinistré expulsé de son habitation par fait de guerre pouvait, comme le dit l'exposé des motifs, se contenter pendant les opérations d'une habitation modeste.

La seconde limitation a soulevé des objections, basées sur les difficultés de son application.

La Commission propose de fixer — comme le projet le fait pour l'immeuble — un chiffre précis pour le mobilier. Des membres ont fait observer que d'après des enquêtes faites dans diverses parties du pays, le mobilier a, en général, une valeur variant entre la moitié et les trois quarts de la valeur de l'immeuble occupé. Tenant compte des motifs qui ont amené le Gouvernement à formuler une nouvelle disposition, la Commission propose de fixer à forfait à la moitié de la valeur de l'immeuble occupé le chiffre sur lequel sera calculé l'indemnité spéciale de 5 p. c. accordée par l'article 14.

3. Le troisième alinéa de l'article proposé fixe la durée pendant laquelle l'indemnité sera accordée ; elle prend cours le jour du dommage ; elle cesse

avec celui-ci et ne peut jamais être attribuée pour une période dépassant le 31 décembre 1919; cette date correspond à celle du 1^{er} janvier 1920 fixée par l'article 50 pour le cours des intérêts de l'indemnité de réparation.

4. Le dernier alinéa impose au sinistré l'obligation de prouver qu'il a fait des dépenses pour habiter ailleurs; l'exposé des motifs, pour justifier cette mesure, observe que l'indemnité n'est accordée au préjudicié que parce qu'il s'est trouvé dans l'obligation de chercher un autre logis ou de se procurer de nouveaux meubles: il serait donc illogique, ajoute-t-il, d'en faire bénéficier celui qui a reçu une hospitalité gratuite.

Si le sinistré, quoiqu'il ait reçu l'hospitalité gratuite, s'est trouvé dans la nécessité de se procurer des meubles supplémentaires, du linge, des effets d'habillements, l'indemnité sera due sur le montant de cette dépense, sans que la valeur, sur laquelle les 5 p. c. seront calculés, puisse en aucun cas dépasser les limites fixées ci-dessus.

ARTICLE 18 DU PROJET. (Articles 15, 17, 18 et 19 de la loi du 10 mai 1919.)

1. La loi du 10 mai 1919, dans le but de favoriser la reconstitution du pays, permet aux tribunaux d'accorder aux sinistrés des indemnités dites indemnités complémentaires de emploi.

Le droit à cette indemnité n'est pas absolu comme le droit à l'indemnité de réparation.

La loi y met des conditions, quant au mode de réalisation, en matière immobilière; elle ne l'accorde, en matière mobilière, que dans les cas et les limites spécifiés aux articles 18 et 19. De plus, elle autorise — art. 17 — les tribunaux des dommages de guerre, sous certaines garanties — conclusions conformes du commissaire de l'État et unanimité des membres du tribunal — à ne pas accorder l'indemnité ou à en faire la condition même de l'indemnité de réparation. Les motifs qui doivent guider les tribunaux dans leurs décisions sont inscrits dans la loi: « Le tribunal, dit l'article 17, s'inspirera aussi bien des intérêts légitimes du bénéficiaire que de l'intérêt public et des conditions tant régionales que générales de la vie économique. »

2. L'application du emploi, en matière mobilière, a donné lieu à des abus flagrants, dit l'exposé des motifs; le projet propose d'y remédier par les dispositions d'un nouvel article 18, destiné à remplacer celles des articles 18 et 19 de la loi du 10 mai 1919. En voici l'exposé:

A. L'article 18 de la loi du 10 mai 1919 accorde le emploi pour les matières premières, produits finis et marchandises en magasin, de manière à permettre l'exploitation normale de l'entreprise pendant une période qui ne peut pas excéder six mois.

Le projet abroge cette disposition non en termes exprès, mais en omettant les matières premières, produits finis et marchandises en magasin dans les nouvelles dispositions de l'article 18.

B. L'article 19 de la loi de 1919 autorise le emploi sans restriction 1^o pour l'outillage industriel, commercial ou agricole et 2^o pour les meubles

servant à l'exploitation du fonds de commerce ou à l'exercice des professions.

Le projet limite le remploi au cas où l'enlèvement, la destruction ou la réquisition a fait perdre à l'entreprise ou à l'exploitation ou à une de leurs divisions au moins 25 p. c. de leurs moyens de production.

C. L'article 19, 2° actuel prévoit le remploi pour les animaux, engrais, semences, récoltes, plantes vivantes, arbres, arbustes et produits divers nécessaires à la remise en culture.

L'article 18 nouveau établit, en ce domaine, trois catégories de sinistrés : la première comprend ceux des communes de l'ancienne ligne de feu ; la seconde, ceux des communes qui ont été comprises pendant un an au moins dans la région des étapes ; la troisième, ceux de toutes les autres communes du pays.

La première catégorie conserve le régime actuel ; pour la deuxième le remploi est restreint aux animaux ; dans la troisième, le remploi agricole est complètement supprimé.

D. Enfin, l'article 19, 4° de la loi de 1919 accorde au sinistré le remploi pour les meubles meublants, linge, effets personnels, à l'exclusion de tout objet d'art ou de luxe.

D'après le projet, le remploi ne sera plus accordé pour les meubles, linge et effets personnels qui dépassent en nombre ou en valeur la quantité ou la qualité correspondant à la composition du ménage du sinistré.

3. L'examen de ces dispositions nouvelles a soulevé en Commission de nombreuses observations.

Pourquoi supprimer tout remploi pour les matières premières et les marchandises ? Les abus constatés ne justifient pas une suppression absolue.

Pourquoi s'arrêter, quant à l'outillage, à une perte de 25 p. c. plutôt qu'à 20 p. c. d'une part, 50 ou même 50 p. c. d'autre part ?

Pourquoi restreindre le remploi, et même le supprimer, pour l'habitant des communes envahies et détruites en 1914, ou évacuées et détruites au cours de la dernière offensive, ou encore pour celui dont les biens ont été détruits dans des attaques d'avions en dehors de la ligne de feu et de la région des étapes ?

La composition du ménage seule ne peut pas déterminer la quantité, ni surtout la qualité, des meubles et du linge pour lesquels l'indemnité de remploi peut être accordée.

Est-il d'autre part admissible qu'il y ait, par le fait du législateur, deux catégories de sinistrés, ceux qui, ayant eu la chance ou la faveur d'obtenir déjà le règlement de leurs indemnités, profiteraient d'un régime légal plus favorable et les malheureux qui jusqu'aujourd'hui n'ont rien obtenu ?

4. L'exposé des motifs constate, d'ailleurs, que l'ensemble des dispositions de la loi du 10 mai 1919 permet d'éviter les abus, mais que les Tribunaux n'ont pas toujours fait usage des droits qu'elle leur attribue.

La Commission s'est arrêtée à cette considération ; elle a estimé qu'au lieu d'apporter par la loi des restrictions générales au remploi, il fallait préciser davantage les dispositions qui permettent aux tribunaux d'éviter les abus.

L'article 17 autorise les tribunaux à refuser le emploi. Cette disposition a un caractère général ; cependant la place qu'elle occupe dans la loi semble la rattacher au emploi immobilier et l'absence de rappel de l'article 17 dans les articles 18 et 19, alors que ces articles mentionnent l'article 15, a pu faire croire qu'il n'était pas applicable au emploi mobilier.

La Commission propose, pour éviter cette interprétation erronée, de mentionner en termes exprès, dans les articles 18 et 19, l'application de l'article 17.

5. L'article 17 paraît avoir reçu une interprétation trop absolue ; le juge n'aurait que le droit d'accorder le emploi ou de le refuser et non de le limiter ; ayant le droit de le refuser pour la totalité, il peut conformément aux règles générales, le refuser, s'il y a lieu, pour partie seulement.

La Commission propose de compléter en ce sens le texte de l'art. 17, 1° ; le juge accordera le emploi, il le refusera pour la totalité ou le refusera seulement pour partie ; il s'inspirera dans sa décision, comme le dit l'article 17, tant des intérêts légitimes du bénéficiaire que de l'intérêt général, et en conséquence, éventuellement, de l'enrichissement qui pourrait résulter du emploi.

6. Les abus signalés se sont manifestés principalement à propos de l'article 18 de la loi du 10 mai 1919. Cette disposition a pour but de permettre la reprise de l'exploitation normale ; elle s'applique aux entreprises industrielles et aux entreprises commerciales et pour ce motif mentionne les matières premières, produits finis et marchandises en magasin ; au point de vue de la reconstitution, les matières premières sont nécessaires à l'industrie et les marchandises aux entreprises commerciales ; la Commission propose de tenir compte de cette distinction dans la rédaction de l'article 18 et d'y rappeler en même temps le droit du juge d'accorder le emploi, ou de le refuser soit pour la totalité soit pour partie. Elle propose de rédiger ainsi l'article 18 :

« L'alinéa premier, les deux derniers alinéas de l'article 15 et l'article 17 sont applicables à la reconstitution des matières premières dans les entreprises industrielles et des marchandises en magasin dans les entreprises commerciales ; cependant il n'en sera ainsi que pour les quantités, déterminées dans chaque espèce par le tribunal, indispensables pour la remise en marche de l'entreprise. »

7. La Commission propose le maintien de l'article 19 de la loi du 19 mai 1919, en y ajoutant toutefois la mention de l'application de l'article 17.

ARTICLE 19 DU PROJET.

L'article 19 du projet dit que le tribunal des dommages de guerre détermine les conditions du emploi.

Cette disposition est conforme à l'économie générale de la loi du 10 mai 1919 ; il peut être utile de l'inscrire dans la loi ; mais sa place est à l'article 15 qui fixe les règles générales sur le emploi.

La Commission propose de l'insérer dans l'article 15 et d'en former l'avant dernier alinéa de cet article.

ARTICLE 27.

Le projet autorise l'Etat à payer par équivalence les sinistrés qui ont subi un préjudice susceptible d'être réparé par la loi du 14 août 1887, complétée par l'arrêté-loi du 4 août 1917 sur les prestations militaires.

Le texte du projet n'applique le paiement par équivalence qu'aux réquisitions; la Commission propose de le modifier pour y comprendre tous les cas de dommages susceptibles d'être réglés par la loi 1887-1917.

ARTICLE 43.

Le projet modifie l'article 43 de la loi de 1919 en vue de le mettre en rapport avec la loi du 25 avril 1920 qui a supprimé les catégories de dommages prévues par l'article 20 de l'arrêté-loi du 24 octobre 1918.

La Commission propose de rétablir dans le texte de l'article 43 la disposition relative aux avances que les tribunaux peuvent accorder en vertu de l'article 15 de la loi et dont aucun motif ne justifie la suppression.

ARTICLES 49 ET 50 DU PROJET, 49 ET 52 DE LA LOI DU 10 MAI 1919.

1. Le projet modifie, par les articles 49 et 50, le mode de paiement des indemnités de réparation allouées à charge de emploi et des indemnités complémentaires de emploi.

Il est nécessaire de rappeler le système de la loi du 10 mai 1919 en cette matière.

Tout sinistré reçoit, dans les deux mois de la décision définitive de la Cour ou du Tribunal des dommages de guerre, un titre constatant le montant des indemnités qui lui reviennent : indemnités définitives ou provisionnelles, indemnités de réparation, indemnités complémentaires de emploi, avances de vétusté. Le titre mentionne les conditions fixées par la décision ou par loi pour le emploi et pour les avances, article 49.

Il produit intérêt, article 50.

Il est nominatif, article 51.

2. Après avoir prescrit la remise d'un titre, la loi en règle le paiement.

S'il s'agit d'une indemnité accordée sans obligation de emploi, l'époque et le mode de paiement sont fixés par arrêté royal, article 53.

Si, au contraire, il y a obligation de emploi, le paiement du titre doit être effectué par l'Etat aux époques fixées par la décision du Tribunal, article 52.

Cette dernière disposition est en relation avec celles qui ordonnent aux tribunaux de fixer les délais de la reconstitution, délais que le sinistré doit observer à peine de déchéance, article 25, et, de fixer en tenant compte des conditions imposées pour le emploi, les époques auxquelles les indemnités doivent être payées, article 15, alinéa final.

3. Le projet restreint l'article 49 aux indemnités attribuées sans obligation de emploi.

Quand il y a emploi, aux termes de l'article 50 du projet l'époque, et le mode de paiement des sommes allouées seront fixés par arrêté royal ; comme conséquence, le projet abroge l'article 15 alinéa final.

L'exposé des motifs justifie cette modification par l'état des finances du pays ; le Gouvernement, dit-il, doit pouvoir, selon les circonstances, élever ou abaisser le chiffre des liquidations en argent.

C'est le retour au système de l'article 12 du projet présenté par le Gouvernement le 11 décembre 1918 : « Le Gouvernement fixera, par arrêté royal, et selon les possibilités financières, les délais de paiement des indemnités tant provisionnelles que définitives ».

La Chambre a maintenu ce système, nous venons de le rappeler, quand il n'y a pas obligation de emploi (art. 53) ; elle l'a repoussé en cas de emploi (art. 52, loi du 10 mai 1919).

« Le emploi, disait le rapport de la Section centrale (session 1918-1919, » Doc. n° 73, p. 94), doit être accompli dans des délais déterminés par le » jugement qui fixe l'indemnité ; cette condition, imposée aux sinistrés par » la loi, entraîne pour l'État l'obligation de mettre à la disposition du » sinistré les sommes nécessaires pour qu'il puisse la remplir ; les indem- » nités accordées à charge de emploi seront payées aux époques fixées par » les décisions des tribunaux des dommages de guerre. » Le débiteur doit se mettre en mesure de payer sa dette.

Cette considération est exacte aujourd'hui comme il y a un an ; elle a déterminé la Commission à ne pas se rallier au nouvel article 50 et à proposer à la Chambre le maintien des articles 49, 52 et 53 de la loi du 10 mai 1919.

ARTICLE 52 du projet, 50 de la loi du 10 mai 1919.

Le projet maintient le principe de la loi du 10 mai 1919 ; des intérêts sont dus sur les indemnités à partir du 1^{er} janvier 1920 ou de la date du dommage si celui-ci est postérieur à cette date.

Conformément à ce principe, les intérêts sur les indemnités de emploi ne sont dus qu'à partir du jour où le sinistré a déboursé des sommes en vue du emploi ; les alinéas 2 et 3 fixent en ce sens l'interprétation de la loi.

ARTICLE 74^{bis}.

L'article 74^{bis} établit une compensation entre les bénéfices que le sinistré a réalisés pendant la guerre et la perte qu'il a subie par dommage de guerre.

Des membres de la Commission ont combattu la disposition ; ils estiment qu'elle crée deux catégories de profiteurs de guerre et frappe ceux qui ont subi des dommages de guerre d'une contribution spéciale.

Un membre a proposé de n'établir la compensation que pour une partie des bénéfices réalisés ; il a soumis à la Commission le texte suivant : « Seront déduits des indemnités accordées au sinistré qui a réalisé des bénéfices de guerre, tels qu'ils sont définis dans la loi du 3 mars 1919 : 1° l'impôt spécial établi par cette loi ; 2° trente pour cent du montant net de ces bénéfices. »

La proposition a été rejetée par huit voix contre une et une abstention.

La Commission a adopté l'article 74^{bis} du projet par cinq voix contre quatre; un membre s'est abstenu.

ARTICLE 2 du projet.

Cet article a pour but d'abroger trois dispositions, la Commission propose à la Chambre de les maintenir.

Le rapport en indique ci-dessus les raisons, en ce qui concerne l'article 15 alinéa final et l'article 53, dans l'examen des articles 49 et 50 du projet.

L'article 16 de la loi du 10 mai 1919, en vue de la restauration de toutes les parties du pays, exige le emploi immobilier dans la commune en immeubles ayant la même affectation ou une affectation analogue.

La mesure a provoqué des réclamations, et le projet, pour y donner satisfaction, propose l'abrogation de l'article 16.

La Commission cependant estime que son maintien est nécessaire pour la reconstruction des régions dévastées; le droit accordé au tribunal par le second alinéa de l'article 16 permet d'ailleurs d'apporter à la règle les tempéraments nécessaires.

Disposition complétant l'article 70 de la loi sur les cours et tribunaux des dommages de guerre.

L'article 70 de la loi coordonnée sur les cours et tribunaux des dommages de guerre, en vue d'accélérer la réparation des dommages de guerre, permet d'établir par arrêté royal des règles de procédure spéciales applicables aux causes soumises aux tribunaux d'Ypres et de Furnes.

Un membre a signalé l'impossibilité de recruter le personnel nécessaire pour la création, dans les tribunaux d'Ypres et de Furnes, de chambres en nombre suffisant.

Il a suggéré de constituer, en dehors des régions dévastées, auprès d'autres tribunaux, des chambres spéciales recrutées parmi les personnes connaissant les régions dévastées; ces chambres seraient spécialement chargées de la connaissance des affaires dont sont saisis les tribunaux d'Ypres et de Furnes. En vue maintenir l'unité dans les décisions, elles seraient rattachées aux tribunaux du ressort de la Cour des dommages de Gand, qui connaît de l'appel des jugements rendus par les tribunaux de Furnes et d'Ypres.

La Commission, se ralliant à ces observations, propose la disposition suivante :

« L'article 70 de la loi sur les cours et tribunaux des dommages de guerre » est complétée par la disposition suivante :

» Le Roi peut créer, auprès des tribunaux du ressort de la Cour des
» dommages de Gand, des chambres spéciales ayant compétence pour con-
» naître des causes dont la présente loi attribue la connaissance aux tribu-
» naux de dommages de Furnes et d'Ypres. Les affaires seront renvoyées à
» ces chambres par les Présidents des tribunaux de Furnes et d'Ypres, sur
» la réquisition du commissaire principal près des dits tribunaux. »

ARTICLE 19bis (Loi du 20 avril 1920).

L'article IV de la loi du 20 avril 1920 a ajouté à la loi du 10 mai 1919 un article 19bis ainsi conçu : « Le Roi peut, sur l'avis du Conseil supérieur des dommages de guerre, fixer, par catégories de biens, des coefficients d'après lesquels les juridictions de dommages de guerre sont tenues de déterminer le montant des indemnités de remploi. »

Cet article n'a pas donné lieu à discussion devant la Chambre; il a provoqué au Sénat un échange d'observations dont il semble résulter que le coefficient, dans la pensée du Gouvernement, doit être fixé de manière à imposer pour le remploi une indemnité inférieure à la somme nécessaire pour l'effectuer.

Des membres de la Commission ont appelé l'attention sur les conséquences graves de cette mesure. Ils ont donné en exemple les industriels de Roulers qui, dès le lendemain de la loi du 10 mai 1919, ont consacré tous leurs efforts à la reconstitution de leurs usines détruites. Les sommes qui leur ont été demandées, notamment pour l'outillage nouveau qu'ils devaient se procurer, étaient si élevées qu'ils se sont adressés, avant de passer la commande, au ministre des affaires économiques pour connaître les indemnités accordées par la loi. Il leur a été répondu au nom du ministre que l'indemnité de remploi prévoyait la reconstitution du matériel enlevé au cours actuel : qu'il n'y avait pas d'inquiétude à avoir, que tout serait payé.

L'application d'un coefficient de remploi restreint dans le sens des déclarations faites par le Gouvernement au Sénat, ne permettra pas aux industriels de faire face aux engagements qu'ils ont contractés en se confiant au texte de la loi et à la réponse ministérielle.

Les questions soulevées par la discussion à laquelle l'article 19bis a donné lieu en Commission, peuvent être ainsi résumées :

Les coefficients que le Gouvernement fixera en exécution de l'article 19bis seront-ils établis de manière à correspondre à la dépense de reconstitution?

Seront-ils fixés en dessous de celle-ci ?

Seront-ils appliqués aux emplois déjà réalisés ?

Ne le seront-ils que pour les emplois encore à effectuer ?

Les membres qui ont soulevé la question, se sont réservés de demander, au cours de la discussion à la Chambre, des explications au sujet de l'application de l'article 19bis et de proposer éventuellement une nouvelle disposition.

Le projet déposé le 9 juillet n'a été distribué que le 16; la Commission a consacré depuis lors plusieurs séances à son examen.

Un membre de la Commission a demandé de surseoir au dépôt du rapport pour permettre un examen encore plus complet du projet et l'étude des modifications qui pourraient être apportées sur d'autres points à la loi du 10 mai 1919.

Mais la Chambre par une décision prise le 23 juillet, a inscrit la discus-

sion du projet à son ordre du jour. La Commission dépose dès aujourd'hui son rapport pour se conformer à la décision de la Chambre et permettre à celle-ci, si elle en décide ainsi, d'aborder la discussion au cours des séances de cette semaine.

Le rapport a été approuvé à l'unanimité par les membres présents de la Commission.

Le Président rapporteur,

A. MECHELYNCK.



12)

Dispositions actuelles
(Loi du 10 mai 1919).

Huidige bepalingen
(Wet van 10 Mei 1919).

Art. 4. — Ne donnant pas lieu à la réparation organisée par la présente loi :

1° Les dommages susceptibles d'être réglés par application de la loi du 14 août 1887, complétée par l'arrêté-loi du 4 août 1917, relative au logement des troupes en marche et en cantonnement et aux prestations militaires;

2° Les dommages relatifs aux titres et valeurs au porteur; leur réparation fera l'objet d'une loi spéciale.

Art. 13. — Le dommage sera indemnisé sur la base de la valeur du bien au 1^{er} août 1914 ou au jour de son acquisition ou de sa fabrication, si celles-ci sont postérieures à cette date.

Cependant, il sera tenu compte de la plus-value ou de la moins-value résultant de l'accroissement ou de la diminution naturels au jour où le fait donnant lieu à réparation s'est produit.

Lorsque des biens ont subi une première destruction ou dégradation à la suite de laquelle ils ont été reconstitués ou rétablis et que, dans la suite, ils ont subi une nouvelle destruction ou dégradation, la réparation à laquelle ils donneront lieu, comportera, outre les indemnités

Art. 4. — Is niet vatbaar voor herstel, zooals dit door deze wet is geregeld :

1° De schade die kan vergoed worden bij toepassing der wet van 14 Augustus 1887, aangevuld door het besluit-wet van 4 Augustus 1917, betreffende de inkwartiering der op marsch en in kantonnement zijnde troepen en de militaire verstrekkingen;

2° De schade betreffende titels en waarden aan toonder; het herstel daarvan zal door eene bijzondere wet geregeld worden.

Art. 13. — De schade wordt vergoed op grond der waarde van het goed op 1 Augustus 1914 of op den dag der verkrijging of der vervaardiging daarvan, zoo deze na dien datum zijn geschied.

Evenwel wordt er rekening gehouden met de waardevermeerdering of de waardevermindering voortvloeiende uit de natuurlijke vermeerdering of vermindering op den dag waar het feit, dat tot herstel aanleiding geeft, zich heeft voorgedaan.

Wanneer goederen, een eerste maal vernietigd of beschadigd en daarna heropgericht of hersteld, later opnieuw vernietigd of beschadigd werden, begrijpt het herstel, waartoe zij aanleiding geven, niet alleen de vergoedingen voorzien bij dit artikel en bij de volgende artikelen

Projet de loi.

Wetsontwerp.

ARTICLE PREMIER. — Les modifications ci-après sont introduites dans la loi du 10 mai 1919 :

« Art. 4. — Sans préjudice à la disposition de l'article 27 ci-après, ne donnent pas lieu à la réparation organisée par la présente loi :

« 1° Les dommages susceptibles d'être réglés par application de la loi du 14 août 1887, complétée par l'arrêté-loi du 4 août 1917, relative au logement des troupes en marche et en cantonnement et aux prestations militaires;

« 2° Les dommages relatifs aux titres et valeurs au porteur; leur réparation fera l'objet d'une loi spéciale. »

« Art. 13. — En matière immobilière, le dommage sera indemnisé, sur la base de la valeur du bien au 1^{er} août 1914 ou au jour de son acquisition ou de sa fabrication, si celles-ci sont postérieures à cette date.

« Cependant, il sera tenu compte de la plus-value ou de la moins-value résultant de l'accroissement ou de la diminution naturelle au jour où le fait donnant lieu à réparation s'est produit.

« Lorsque des biens ont subi une première destruction ou dégradation à la suite de laquelle ils ont été reconstitués ou rétablis et que, dans la suite, ils ont subi une nouvelle destruction ou dégradation, la réparation à laquelle ils donneront lieu comportera, outre

EERSTE ARTIKEL. — De volgende wijzigingen worden gebracht in de wet van 10 Mei 1919 :

» Art. 4. — Onverminderd het bepaalde in onderstaande artikel 27, is niet vatbaar voor het bij deze wet geregeld herstel :

» 1° De schade, die kan vergoed worden bij toepassing der wet van 14 Augustus 1887, aangevuld door het besluit-wet van 4 Augustus 1917, betreffende de inkwartiering der op marsch en in kantonnement zijnde troepen en de militaire verstrekkingen;

» 2° De schade betreffende titels en waarden aan toonder; het herstel daarvan wordt door een bijzondere wet geregeld. »

» Art. 13. — In zake vaste goederen wordt de schade vergoed op grond der waarde van het goed op 1 Augustus 1914 of op den dag der verkrijging of der vervaardiging daarvan, zoo deze na dien datum zijn geschied.

» Evenwel wordt er rekening gehouden met de waardevermeerdering of de waardevermindering voortvloeiende uit de natuurlijke vermeerdering of vermindering op den dag waar het feit, dat tot het herstel aanleiding geeft, zich heeft voorgedaan.

» Wanneer goederen, een eerste maal vernietigd of beschadigd en daarna heropgericht of hersteld, later opnieuw vernietigd of beschadigd werden, begrijpt het herstel, waartoe zij aanleiding geven, niet alleen de vergoedingen voorzien bij dit artikel en bij de

Texte amendé par la Commission.

Tekst door de Commissie gewijzigd.

(Comme ci-contre).

(Zooals hiernaevens).

(Comme ci-contre).

(Zooals hiernaevens).

Dispositions actuelles.
(Loi du 10 Mai 1919.)

prévues au présent article et aux articles suivants, tous les frais occasionnés par leur premier rétablissement ou reconstitution.

Art. 14. — Le préjudicié qui, par suite du dommage, a été mis dans la nécessité d'abandonner son habitation, aura droit de ce chef à une indemnité supplémentaire.

Elle sera calculée à forfait à partir du jour du dommage à raison de 5 p. c. l'an sur la valeur du mobilier à l'usage du préjudicié ainsi que sur la valeur de l'immeuble lui servant d'habitation, s'il en était propriétaire.

Huidige bepalingen.
(Wet van 10 Mei 1919.)

len, maar ook al de kosten veroorzaakt door de eerste herstelling of heroprichting daarvan.

Art. 14. — De benadeelde die, ten gevolge van de schade, genoodzaakt werd zijne woning te verlaten, heeft uit dien hoofde recht op eene bijkomende vergoeding.

Deze wordt, van den dag der schade af, eens voor al berekend tegen 5 t. h. 's jaars van de waarde der door den benadeelde gebruikte meubelen, evenals van de waarde van het door hem bewoond vast goed, indien hij eigenaar daarvan was.

Projet de loi.

» les indemnités prévues au présent article et aux articles suivants, tous les frais occasionnés par leur premier rétablissement ou reconstruction. »

» **Art. 14.** — Le préjudicié qui, à la suite d'une des mesures ou d'un des faits définis à l'article 2 de la présente loi, a été mis dans la nécessité d'abandonner son habitation et ses meubles, a droit de ce chef, à une indemnité supplémentaire.

» Celle-ci est fixée à 5 p. c. de la valeur du mobilier à l'usage du préjudicié. Si ce dernier était propriétaire de l'immeuble lui servant d'habitation, il a droit, en outre, à 5 p. c. de la valeur de cet immeuble. Toutefois l'indemnité ne peut en aucun cas être calculée pour les immeubles sur une valeur supérieure à 30,000 francs et pour les meubles sur une valeur excédant celle des meubles meublants strictement indispensables à l'habitation et à l'exclusion des provisions, marchandises, œuvres d'art, collections, etc.

» L'indemnité prendra cours le jour du dommage: elle cessera avec celui-ci et ne pourra jamais être allouée pour une période dépassant le 31 décembre 1919.

» L'indemnité prévue au présent article n'est allouée qu'à celui qui établit qu'il a effectivement fait des dépenses pour habiter ailleurs. »

Wetsontwerp.

» volgende artikelen, maar ook al de kosten veroorzaakt door de eerste herstelling of heroprichting daarvan. »

» **Art. 14.** — De benadeelde, die ten gevolge van een der maatregelen of een der feiten bepaald bij artikel 2 dezer wet, genoodzaakt werd zijn woning en zijne meubelen te verlaten, heeft uit dien hoofde recht op eene bijkomende vergoeding.

» Deze wordt vastgesteld op 5 t. h. van de waarde der door den benadeelde gebruikte meubelen. Was deze laatste eigenaar van het vast goed dat hij bewoonde, dan heeft hij daarenboven recht op 5 t. h. der waarde van dit vast goed. Nochtans mag de vergoeding in geen geval berekend worden voor de vaste goederen worden op een waarde boven 30,000 frank en, voor de meubelen, op een waarde boven die van het stoffeërend huisraad, hetwelk strikt onontbeerlijk is tot het bewonen en ter uitzondering van de voorraden, koopwaren, kunstvoorwerpen, verzamelingen, enz., enz.

» De vergoeding loopt vanaf den dag der schade; zij houdt met deze laatste op en kan nooit toegekend worden voor een tijdsruimte na 31 December 1919.

» De bij dit artikel voorziene vergoeding wordt enkel toegekend aan hem die bewijst dat hij werkelijk uitgaven gedaan heeft om elders te wonen. »

Texte amendé par la Commission.

Alinéa 1. (Comme ci-contre.)

Alinéa 2 :

Celle-ci est fixée à 5 p. c. l'an de la valeur du mobilier à l'usage du préjudicié; si ce dernier était propriétaire de l'immeuble lui servant d'habitation, il a droit, en outre, à 5 p. c. l'an de la valeur de cet immeuble. Toutefois l'indemnité ne peut en aucun cas être calculée sur une valeur dépassant 30,000 francs pour les immeubles et 15,000 francs pour les meubles. La valeur du mobilier, pour l'application du présent article, est fixée à la moitié de la valeur de l'immeuble occupé.

Alinéa 3. (Comme ci-contre.)

Alinéa 4. (Comme ci-contre.)

Alinéa final nouveau :
Si le sinistré qui a reçu l'hospitalité gratuite s'est trouvé dans la nécessité de se procurer des meubles, du linge ou des effets d'habillement, l'indemnité de 5 p. c. lui sera accordée sur le montant de cette dépense; cette indemnité ne pourra en aucun cas dépasser les limites fixées à l'alinéa 2 ci-dessus.

Tekst door de Commissie gewijzigd.

Lid 1. (Zoals hiernaevens.)

Lid 2 :

Deze wordt vastgesteld op 5 t. h. 's jaars van de waarde der door den benadeelde gebruikte meubelen; was deze laatste eigenaar van het vast goed dat hij bewoonde, dan heeft hij daarenboven recht op 5 t. h. 's jaars der waarde van dit vast goed. De vergoeding mag echter in geen geval berekend worden op eene waarde boven 30,000 frank voor de vaste goederen en boven 15,000 frank voor de meubelen. De waarde der meubelen met het oog op de toepassing van dit artikel wordt bepaald op de helft der waarde van het bewoond vast goed.

Lid 3. (Zoals hiernaevens.)

Lid 4. (Zoals hiernaevens.)

Nieuwe slotzin :
Was de goteisterde, die kosteloos gastvrijheid genoot, verplicht zich meubelen, linnen of kledingstukken te verschaffen, dan wordt de vergoeding van 5 t. h. hem verleend op het bedrag dezer uitgave; in geen geval mag die vergoeding de bij bovenstaand lid 2 bepaalde grenzen overschrijden.

Dispositions actuelles
(Loi du 10 mai 1919).

Art. 13. — En cas de remploi agréé ou imposé par le tribunal, le bénéficiaire, outre l'indemnité prévue par l'article 13, recevra une indemnité complémentaire égale à la différence entre la valeur du bien à l'état neuf au 1^{er} août 1914 et le coût de la réparation ou de la reconstitution.

En ce qui concerne les dommages aux bois et plantations, l'indemnité complémentaire sera égale au montant des frais d'aménagement et de replantation.

Si le préjudicié le demande, il lui sera accordé une avance égale à la dépréciation de vétusté dont il aura été tenu compte dans l'évaluation faite par application de l'article 13. Les conditions d'intérêt et de remboursement de ces avances seront fixées par arrêté royal. Un privilège qui primera tous autres droits réels garantira la créance de l'État.

Si le préjudicié ne demande pas à bénéficier du droit visé à l'alinéa précédent, il sera considéré comme ayant satisfait à l'obligation de remploi dès qu'il aura effectué la totalité des indemnités allouées à la reconstitution ou à la remise en état du bien.

Le tribunal fixera, en tenant compte des conditions acceptées ou imposées pour la réalisation du remploi, les époques auxquelles seront payées au sinistré les sommes allouées tant à titre d'avance qu'à titre d'indemnité.

Huidige bepalingen.
(Wet van 10 Mei 1919.)

Art. 13. — Wordt de wederbelegging door de rechtbank aangenomen of opgelegd, dan ontvangt de rechthebbende, benevens de vergoeding voorzien bij artikel 13, eene aanvullende vergoeding gelijk aan het verschil tusschen de waarde van het goed in nieuwen staat op 1 Augustus 1914 en de kosten van herstelling of heroprichting.

Wat aangaat de schade aan bosschen en beplantingen, is de aanvullende vergoeding van gelijk bedrag als dit van de uitgaven wegens inrichting en wederbeplanting.

Indien de benadeelde zulks vraagt, wordt hem een voorschot verleend, gelijk aan de waardevermindering wegens verval, welke in aanmerking werd genomen bij de schatting overeenkomstig artikel 13 gedaan. De voorwaarden voor den interest en terugbetaling diervoorschotten worden bij koninklijk besluit bepaald. Een voorrecht, dat op alle andere zakelijke rechten den voorrang heeft, waarborgt de schuldvordering van den Staat.

Maakt de benadeelde geen aanspraak op het recht, bij het vorig lid bedoeld, dan wordt hij aangezien als hebbende voldaan aan de verplichting tot wederbelegging, zoodra hij het volle bedrag van de toegekende vergoedingen heeft besteed aan het heroprichten en weder in orde brengen van het goed.

De rechtbank bepaalt, met inachtneming van de voorwaarden aangenomen of opgelegd om de wederbelegging te volvoeren, de tijdstippen waarop de als voorschot of als vergoeding toegekende sommen aan den geteigende betaald zullen worden.

Projet de loi.

Dernier alinéa.
Abrogé (art. 2 du projet de loi).

Wetsontwerp.

Laatste lid.
Ingetrokken (art. 2 van het ontwerp).

Texte amendé par la Commission.

La Commission propose d'insérer dans l'article, comme avant dernier alinéa, l'article 19 du projet.

(La Commission propose le maintien du dernier alinéa.)

Tekst door de Commissie gewijzigd.

De Commissie stelt voor, artikel 19 van het ontwerp als voorlaatste lid in het artikel op te nemen.

(De Commissie stelt voor, het laatste lid te behouden.)

Dispositions actuelles.
(Loi du 10 mai 1919).

Huidige bepalingen
(Wet van 10 Mei 1919).

Art. 16. — Le remploi immobilier doit être fait dans la commune, en immeubles ayant la même affectation analogue.

Le tribunal des dommages de guerre peut néanmoins autoriser :

1° Le remploi en un autre lieu du territoire national ;

2° Si les immeubles par nature ou par destination pour lesquels la réparation est demandée se rattachent à l'exploitation par le sinistré d'une entreprise industrielle, commerciale ou agricole, la substitution à l'entreprise antérieurement exploitée d'une entreprise présentant un intérêt économique au moins équivalent.

Art. 17. — Les cours et tribunaux des dommages de guerre, statuant sur conclusions conformes du commissaire de l'Etat, et à l'unanimité de leurs membres, peuvent :

1° Ne pas accorder les avantages attachés au remploi ;

2° Faire du remploi total ou partiel, la condition de l'octroi de l'indemnité.

Le tribunal s'inspirera aussi bien des intérêts légitimes du bénéficiaire que de l'intérêt public et des conditions tant régionales que générales de la vie économique.

La décision du tribunal sera toujours sujette à appel.

Art. 16. — De onroerende wederbelegging moet in de gemeente geschieden, in onroerende goederen die dezelfde bestemming of eene soortgelijke bestemming hebben.

De rechtbank voor oorlogsschade kan echter machtiging verleen :

1° Tot wederbelegging in eene andere gemeente van 's lands grondgebied ;

2° Indien de uit hun aard of door bestemming onroerende goederen, waarvoor herstel wordt gevraagd, afhangen van eene nijverheids-, handels- of landbouwenderneming, in bedrijf genomen door den geëisteerde, tot vervanging van de vroeger in bedrijf genomen onderneming door eene onderneeming van minstens gelijk economisch belang.

Art. 17. — De hoven en rechtbanken voor oorlogsschade, uitspraak doende op eensluidende besluiten van den Staatscommissaris en met de eenparige stemmen hunner leden, kunnen :

1° De voordeelen, verbonden aan de wederbelegging, ontzeggen ;

2° De geheele of gedeeltelijke wederbelegging stellen als vereischte tot toekenning der vergoeding.

Door de rechtbank worden zowel de rechtmatige belangen van den rechthebbende als het algemeen belang en de gewestelijke evenals de algemeene toestanden van het economisch leven in aanmerking genomen.

De beslissing der rechtbank is steeds vatbaar voor beroep.

Article abrogé.
(Art. 2 du projet de loi.)

(Le projet ne modifie pas cet article.)

Projet de loi.

Wetsontwerp.

Ingetrokken artikel.
(Art. 2 van het wetsontwerp.)

(Dit artikel wordt door het ontwerp niet gewijzigd.)

Texte amendé par la Commission.

Art. 16. — La Commission propose le maintien de cet article.

Art. 17. — La Commission propose de modifier le 1° de cet article comme il suit :

1° Ne pas accorder, soit en totalité, soit en partie, les avantages attachés au remploi.

Tekst door de Commissie gewijzigd.

Art. 16. — De Commissie stelt voor, dit artikel te behouden.

Art. 17. — De Commissie stelt voor, n° 1° van dit artikel te wijzigen als volgt :

1° De voordeelen, verbonden aan de wederbelegging, *hetzij geheel; hetzij gedeeltelijk* ontzeggen.

Dispositions actuelles.
(Loi du 10 mai 1919.)

Art. 18. — Dans les entreprises industrielles et commerciales, l'alinéa premier et l'alinéa final de l'article 15 sont applicables à la reconstitution des matières premières, produits finis et marchandises en magasins endommagés, détruits, réquisitionnés ou enlevés; cependant il n'en sera ainsi que pour la quantité de ces matières, produits et marchandises qui sera déterminée dans chaque espèce par le tribunal, de manière à permettre l'exploitation normale de l'entreprise pendant une période qui ne pourra excéder six mois.

Cette quantité sera calculée d'après la moyenne des trois années qui ont précédé le 1^{er} août 1914.

Huidige bepalingen.
(Wet van 10 Mei 1919.)

Art. 18. — In de nijverheids- en handelsondernemingen zijn het eerste en het laatste lid van artikel 15 toepasselijk op het weder tot stand brengen van de grondstoffen, afgewerkte producten en in magazijn zijnde koopwaren, die beschadigd, vernietigd, opgeëischt of weggenomen werden; dit geldt echter alleen voor de hoeveelheid dier stoffen, producten en koopwaren, in elke zaak bepaald door de rechtbank, derwijze dat de onderneming normaal in bedrijf kan genomen worden gedurende een tijdperk die niet zes maanden mag overschrijden.

Die hoeveelheid wordt berekend naar het gemiddeld cijfer der drie jaren die den 1^{en} Augustus 1914 voorafgingen.

Projet de loi.

» Art. 18. — En matière mobilière, le dommage sera réparé » dans l'ensemble de la perte subie, » évaluée à la date du 1^{er} août 1914. » Toutefois pour les meubles ou » produits achetés postérieurement » à cette date, l'évaluation du » dommage est faite d'après le prix » d'achat ou le coût de production » si ceux-ci peuvent être établis. »

Wetsontwerp.

« Art. 18. — Wat de roerende » goederen betreft zal de schade » hersteld worden in de maat van » het geleden verlies, geschat op » 1 Augustus 1914. Evenwel voor » meubelen en producten welke na » dezen datum gekocht werden » wordt de schatting der schade » gedaan volgens den aankoopprijs » of de voortbrengingskosten, indien » deze kunnen vastgesteld worden. »

Texte amendé par la Commission.

Art. 18. — Faire du premier alinéa un article séparé (art. 13^{bis}) rédigé comme il suit :

» Art. 18. — En matière mobilière, le dommage sera réparé » dans l'ensemble de la perte subie, » évaluée à la date du 1^{er} août 1914. » Toutefois pour les biens meubles » achetés ou produits postérieurement à cette date, l'évaluation du » dommage est faite d'après le prix » d'achat ou le coût de production » si ceux-ci peuvent être établis. »

Les alinéas 2 et 3 de l'article 13 sont applicables en matière mobilière.

Remplacer l'article 18 de la loi du 10 mai 1919 par la disposition suivante :

Art. 18. — L'alinéa premier, les deux derniers alinéas de l'article 15 et l'article 7 sont applicables à la reconstitution des matières premières dans les entreprises industrielles et des marchandises dans les entreprises commerciales; cependant il n'en sera ainsi que pour les quantités, déterminées dans chaque espèce par le tribunal, indispensables à la remise en marche de l'entreprise.

Pour les matières premières et les marchandises détruites, réquisitionnées ou enlevées au cours de la guerre, pour lesquelles le emploi ne sera pas accordé, le sinistré a droit aux frais de garde et de conservation depuis le 1^{er} août 1914 jusqu'au jour du dommage.

Tekst door de Commissie gewijzigd.

Art. 18. — Het eerste lid op te nemen als een afzonderlijk artikel (art. 13^{bis}), luidende :

« Art. 18. — Wat de roerende » goederen betreft, wordt de schade » hersteld in de mate van het geleden verlies, geschat op 1 Augustus 1914. Evenwel voor de roerende goederen welke na dezen » datum gekocht of vervaardigd werden, » den, geschiedt de schatting der » schade volgens den aankoopprijs » of de voortbrengingskosten, indien » deze kunnen vastgesteld worden. »

Lid 2 en lid 3 van artikel 13 zijn van toepassing in zake roerende goederen.

Artikel 18 der wet van 10 Mei 1919 te vervangen door de volgende bepaling :

Art. 18. — Het eerste lid, de laatste twee alinea's van artikel 15 en artikel 7 zijn toepasselijk op het weder tot stand brengen van de grondstoffen in de nijverheids- en handelsondernemingen en van de koopwaren in de handelsondernemingen; dit geldt echter alleen voor de hoeveelheden, door de rechtbank bepaald in elke zaak, welke onontbeerlijk zijn om de onderneming opnieuw in gang te zetten.

Voor de grondstoffen en de koopwaren, die gedurende den oorlog vernield, opgevorderd of weggenomen werden en waarvoor geen wederbelegging wordt toegestaan, heeft de geleisterde recht op de kosten van bewaring en bekend vanaf 1^{en} Augustus 1914 tot den dag der schade.

Dispositions actuelles.
(Loi du 10 mai 1919.)

Aur. 19. — L'alinéa premier et l'alinéa final de l'article 15 sont également applicables :

1° A l'outillage industriel, commercial ou agricole, même non immeuble par destination;

3° Aux meubles servant à l'exploitation des fonds de commerce ou à l'exercice des professions;

2° Aux animaux; même non immeubles par destination, ainsi qu'aux engrais, semences, récoltes, plantes vivantes, arbres, arbustes et produits divers nécessaires à la remise en culture;

4° Aux meubles meublants, linge, effets personnels, à l'exclusion de tout objet d'art ou de luxe.

Huidige bepalingen.
(Wet van 10 Mei 1919.)

Aur. 19. — Het eerste en het laatste lid van artikel 15 zijn eveneens van toepassing :

1° Op de nijverheids-, handels- of landbouwwerktuigen, zelfs wanneer zij niet zijn onroerende goederen door bestemming;

3° Op de meubelen dienende tot het drijven van handel of het uitoefenen van een beroep;

2° Op het vee, zelfs wanneer het niet is onroerend goed door bestemming, alsmede op de meststoffen, zaden, oogsten, levende planten, boomen, struiken en allerlei producten noodig tot de herneming van den akkerbouw;

4° Op het stoffeerd huisraad, het linnen, de persoonlijke kleedij, met uitsluiting van elk voorwerp van kunst of weelde.

Projet de loi.

» L'alinéa 1^{er} de l'article 15 est également applicable :

» 1° à l'outillage industriel, commercial ou agricole, même non » immeuble par destination, ainsi » qu'aux meubles servant à l'explo- » tation des fonds de commerce ou » à l'exercice des professions, dans » la mesure où l'enlèvement, la des- » truction ou la réquisition a fait » perdre aux entreprises et exploi- » tations ou à l'une de leurs divi- » sions, au moins 25 p. c. de leurs » moyens de production;

» 2° a) aux animaux, même non » immeubles par destination, ainsi » qu'aux engrais, semences, récol- » tes, plantes vivantes, arbres, ar- » bustes et produits divers néces- » saires à la remise en culture, dans » tous les cas où le dommage est » subi dans les communes dévastées » de l'ancienne ligne de feu. La liste » de celles-ci sera déterminée par » arrêté royal;

» b) aux animaux, même non im- » meubles par destination, néces- » saires à la remise dans l'activité » du 1^{er} août 1914, des exploitations » agricoles, qui ont été comprises » pendant au moins un an dans la » Région des Rapes. La délimita- » tion de celle-ci sera l'objet d'un » arrêté royal.

Wetsoontwerp.

» Het eerste lid is insgelijks van » toepassing :

» 1° Op de nijverheids-, handels- » of landbouwwerktuigen, zelfs wan- » neer zij niet zijn onroerende goe- » deren door bestemming, alsmede » op de meubelen dienende tot het » drijven van handel of het uit- » oefenen van een beroep, in de » mate waarin de wegneming of de » opeisching aan de ondernemingen » en bedrijven of aan een hunner » afdeelingen een verlies van min- » stens 25 t. h. hunner voortbren- » gingsmiddelen deed ondergaan ;

» 2° a) Op het vee, zelfs wanneer » het niet is onroerend goed door » bestemming, alsmede op de mest- » stoffen, zaden, oogsten, levende » planten, boomen, struiken en » allerlei producten noodig tot de » herneming van den akkerbouw, » in al de gevallen waarin de schade » ondergaan is in de verwoeste ge- » meenten der gewezen vuurlinie. » De lijst deser gemeenten wordt » bij koninklijk besluit bepaald;

» b) Op het vee, zelfs wanneer » het niet is onroerend goed door » bestemming, noodig tot het » hernemen van het bedrijf van » 1 Augustus 1914 der landbouw- » ondernemingen, welke minstens » gedurende één jaar in het Elap- » pegebied werden begrepen. De » begrenzing van dit gebied zal het

Texte amendé par la Commission.

Aur. 19. — Maintenir l'article 19 de la loi actuelle sans la modification suivante à l'alinéa premier :

L'alinéa premier, les deux derniers alinéas de l'article 15 et l'article 17 sont également applicables :

1° du projet : A supprimer (1).

2° du projet : A supprimer (1).

Tekst door de Commissie gewijzigd.

Aur. 19. — Artikel 19 van de bestaande wet te behouden mits de volgende wijziging in lid 1 :

De eerste alinea, de laatste twee alinea's van artikel 15 en artikel 17 zijn insgelijks van toepassing :

1° van het ontwerp : Te doen wegvallen (1).

2° van het ontwerp : Te doen wegvallen (1).

(1) Par la suppression des dispositions (1°, 2° et 3°) du projet, le texte de l'article 19 de la loi du 10 mai 1919 est maintenu.

(1) Ten gevolge van het wegvallen der bepalingen (1°, 2° en 3°) van het ontwerp, wordt de tekst van artikel 19 der wet van 10 Mei 1919 behouden.

» 3° aux meubles meublants, lin-
» ge, effets personnels, à l'exclusion
» de tout objet d'art ou de luxe.
» Toutefois, il n'est accordé aucune
» indemnité complémentaire de rem-
» ploi pour les meubles, linge et
» effets personnels qui dépassent en
» nombre ou en valeur, la quantité
» ou la qualité correspondant à la
» composition du ménage du sinis-
» tré.

» Dans le cas de restitution à leur
» propriétaire d'objets identifiés,
» les tribunaux allouent à titre d'in-
» demnité les frais de réparation et
» de réinstallation, lorsque les objets
» restitués font partie de l'outillage
» industriel, commercial ou agri-
» cole, même non immeuble par
» destination.

» Art. 49. — Le tribunal des
» dommages de guerre détermine
» les conditions dans lesquelles s'ef-
» fectue le remploi. »

» voorwerp uitmaken van een
» koninklijk besluit;
» 3° Op het stoffeerend huisraad,
» het linnen, de persoonlijke kledij
» met uitsluiting van elk voorwerp
» van kunst of weelde. Evenwel
» wordt er geen aanvullende ver-
» goeding van wederbelegging ver-
» leend voor de meubelen, het
» linnen en de persoonlijke kledij,
» waarvan het aantal en de hoeveel-
» heid de met de samenstelling des
» gezins van den geteisterde over-
» eenstemmende hoeveelheid of
» hoedanigheid overtreffen.

» In geval van teruggave aan
» hun eigenaar van de vroegere
» voorwerpen, kennen de recht-
» banken als vergoeding de her-
» stellings- en herinstellingskosten
» toe, wanneer de teruggegeven
» voorwerpen behooren tot de nij-
» verheids-, handels- en landbouw-
» werktuigen, zelfs wanneer zij niet
» onroerend goed zijn door be-
» stemming. »

» Art. 49. — De rechtbank voor
» oorlogsschade bepaalt op welke
» wijzen de wederbelegging ge-
» schiedt. »

3° du projet : A supprimer (1).

Alinéa final.

Dans le cas de restitution à leur
propriétaire d'objets identifiés, les
tribunaux allouent à titre d'indem-
nité les frais de réparation et de
réinstallation.

Faire de la disposition ci-contre
l'avant-dernier alinéa de l'article
15 de la loi du 10 mai 1919.

3° van het ontwerp : Te doen
wegvallen (1).

Slotalinéa.

In geval van teruggave aan hun
eigenaar van geïdentificeerde voor-
werpen, kennen de rechtbanken
de kosten van herstelling en her-
plaatsing als vergoeding toe.

Nevenstaande bepaling op te
nemen als voorlaatste alinea van
artikel 15 der wet van 10 Mei 1919.

(1) Par la suppression des dispositions
(1°, 2° et 3°) du projet, le texte de l'article
15 de la loi du 10 mai 1919 est maintenu.

(1) Ten gevolge van het wegvallen der
bepalingen (1°, 2° en 3°) van het ontwerp,
wordt de tekst van artikel 15 der wet van
10 Mei 1919 behouden.

Dispositions actuelles.
(Loi du 10 mai 1919).

Art. 27. — L'État a la faculté d'offrir, à titre de réparation, des immeubles ou des meubles de même espèce et valeur que les biens endommagés, détruits, réquisitionnés ou enlevés.

L'acceptation de cette offre sera soumise à l'agrégation du tribunal; celle-ci entraînera le transfert à l'État de la propriété du bien ayant donné lieu à la demande en réparation.

Huidige bepalingen.
(Wet van 10 Mei 1919).

Art. 27. — De Staat kan, als herstel, vaste goederen of meubelen van gelijke soort en waarde als de beschadigde, vernielde, opgeëischte of weggenomen goederen aanbieden.

De aanvaarding van dit aanbod moet door de rechtbank worden goedgekeurd; daardoor gaat de eigendom van het goed, waarvoor herstel werd aangevraagd, aan den Staat over.

Art. 43. — Les cours et tribunaux des dommages de guerre fixent le montant des indemnités accordées en vertu de la présente loi, par une décision distincte pour chacune des catégories de dommages déterminées par l'arrêté royal pris en exécution de l'article 20 de l'arrêté-loi du 24 octobre 1918.

Ils indiquent séparément, dans le dispositif de leur décision, notamment l'indemnité de réparation, l'indemnité complémentaire de remploi, et éventuellement le montant des avances attribuées en vertu de l'article 15, ainsi que les conditions fixées pour le remploi et pour les avances.

Art. 43. — De hoven en rechtbanken voor oorlogsschade bepalen het bedrag der vergoedingen, verleend krachtens deze wet, door eene afzonderlijke beslissing voor iedere soort schade, omschreven in het koninklijk besluit ter uitvoering van artikel 20 van het besluit-wet van 24 October 1918.

In het beschikkend gedeelte van hunne beslissing vermelden zij afzonderlijk, namelijk, de vergoeding tot herstel, de aanvullende vergoeding tot wederbelegging, en bij voorkomend geval, het beloop der voorschotten toegekend krachtens artikel 15, alsmede de gestelde voorwaarden voor de wederbelegging en voorschotten.

Projet de loi.

» Art. 27. — L'État a la faculté d'offrir, à titre de réparation, des immeubles ou des meubles de même espèce et valeur que les biens endommagés, détruits, réquisitionnés ou enlevés.

» L'acceptation de cette offre sera soumise à l'agrégation du tribunal; celle-ci entraînera le transfert à l'État de la propriété du bien ayant donné lieu à la demande en réparation.

» En cas de refus du sinistré, l'offre sera tenue pour acceptée si le tribunal juge qu'il n'est pas justifié. (Art. V, loi du 20 avril 1920.)

» Le présent article est applicable aux réquisitions effectuées par les armées belges ou alliées.

» Art. 43. — Les cours et tribunaux des dommages de guerre fixent les indemnités accordées en vertu de la présente loi, en indiquant séparément, notamment les indemnités accordées à titre de réparation sans remploi, les indemnités de réparation soumises au remploi, les indemnités complémentaires de remploi ainsi que les conditions fixées pour le remploi.

Wetsontwerp.

» Art. 27. — De Staat kan, als herstel, vaste goederen of meubelen van gelijke soort en waarde als de beschadigde, vernielde, opgeëischte of weggenomen goederen aanbieden.

» De aanvaarding van dit aanbod moet door de rechtbank worden goedgekeurd; daardoor gaat de eigendom van het goed, waarvoor herstel werd aangevraagd, aan den Staat over.

» Bij weigering van wege den gesterde zal het aanbod, indien de rechtbank de weigering als gerechtvaardigd oordeelt, als aanvaard aanschouwd worden. (Artikel V, wet van 20 April 1920.)

» Dit artikel is toepasselijk op de door de Belgische of geallieerde legers uitgevoerde opvorderingen.

» Art. 43. — De hoven en rechtbanken voor oorlogsschade bepalen den de vergoedingen, verleend krachtens deze wet, door afzonderlijk aan te duiden, namelijk, de als herstel zonder wederbelegging verleende vergoedingen, de vergoedingen tot herstel aan wederbelegging onderworpen, de aanvullende vergoedingen tot wederbelegging, alsmede de gestelde voorwaarden voor de wederbelegging.

Texte amendé par la Commission.

Alinéa 1. — Comme ci-contre.

Alinéa 2. — Comme ci-contre.

Alinéa 3. — En cas de refus du sinistré l'offre sera tenue pour acceptée si le tribunal juge que le refus n'est pas justifié.

Alinéa 4. — Le présent article est applicable aux dommages réglés par application de la loi du 14 août 1887 complétée par l'arrêté-loi du 4 août 1917, relatives au logement des troupes en marche et en cantonnement et aux prestations militaires.

Art. 43. — Les cours et tribunaux des dommages de guerre fixent les indemnités accordées en vertu de la présente loi, en indiquant séparément, dans le dispositif de leur décision, notamment les indemnités accordées à titre de réparation sans remploi, les indemnités de réparation soumises au remploi, les indemnités complémentaires de remploi et éventuellement le montant des avances attribuées en vertu de l'article 15, ainsi que les conditions fixées pour le remploi et pour les avances.

Tekst door de Commissie gewijzigd.

Lid 1. — Zoals hiernaevens.

Lid 2. — Zoals hiernaevens.

Lid 3. — Weigert de gesterde, dan wordt het aanbod geacht te zijn aanvaard, indien de rechtbank oordeelt dat de weigering niet gegrond is.

Lid 4. — Dit artikel is van toepassing op de schade, welke is vergoed bij toepassing der wet van 14 Augustus 1887 aangevuld door het besluit-wet van 4 Augustus 1917, betreffende de inkwartiering der op marsch en in kantonnement zijnde troepen en de militaire verstrekingen.

Art. 43. — De hoven en rechtbanken voor oorlogsschade bepalen de krachtens deze wet verleende vergoedingen door in het beschikkend gedeelte van hunne beslissing, afzonderlijk aan te duiden, namelijk, de als herstel zonder wederbelegging verleende vergoedingen, de vergoedingen tot herstel aan wederbelegging onderworpen, de aanvullende vergoedingen tot wederbelegging en, zoo noodig, het bedrag der voorschotten toegekend krachtens artikel 15, alsmede de gestelde voorwaarden voor de wederbelegging en voor de voorschotten.

Dispositions actuelles.
(Loi du 10 mai 1919.)

Art. 49. — Dans les deux mois (art. VI de la loi du 20 avril 1920) de la décision définitive de la cour ou du tribunal des dommages de guerre, il est remis au bénéficiaire, par les soins du Ministre des Finances, un titre du montant des indemnités allouées par la décision.

Le titre mentionne les conditions fixées par la décision et par la loi pour le remploi et pour les avances.

Art. 52. — Les indemnités définitives ou provisionnelles accordées à charge de remploi et les avances sont payées aux époques fixées par les décisions des tribunaux des dommages de guerre, conformément à l'article 15 ci-dessus.

Cet article a été remplacé par l'article VII de la loi du 20 avril 1920 ainsi conçu :

Les tribunaux des dommages de guerre fixent les époques à partir desquelles les jugements sont exécutoires en ce qui concerne les indemnités définitives ou provisionnelles accordées à charge de remploi, conformément à l'article 15 ci-dessus.

Art. 50. — Les indemnités sont productives d'un intérêt de 5 p. c. à partir du 1^{er} janvier 1920 ou de la date du dommage si celui-ci est postérieur à cette date.

Huidige bepalingen.
(Wet van 10 Mei 1919.)

Art. 49. — Binnen twee maanden (art. VI der wet van 20 April 1920) na de eindbeslissing van het hof of de rechtbank voor oorlogsschade wordt aan den rechthebbende, door het toedoen van den Minister van Financiën, overhandigd een titel van het bedrag der door de beslissing verleende vergoedingen.

De titel vermeldt de voorwaarden, door de beslissing en door de wet gesteld voor de wederbelegging en voor de voorschotten.

Art. 52. — De voorgoed of bij voorraad verleende vergoedingen mits wederbelegging en de voorschotten worden betaald op de tijdstippen vastgesteld door de beslissingen der rechtbanken voor oorlogsschade, overeenkomstig bovenstaande artikel 15.

Dit artikel werd vervangen door artikel VII der wet van 20 April 1920, luidende :

De rechtbanken voor oorlogsschade bepalen de tijdstippen, te beginnen waarvan de vonnissen uitvoerbaar zijn wat betreft de mits wederbelegging, overeenkomstig bovenstaand artikel 15 voorgoed of bij voorraad verleende vergoedingen.

Art. 50. — De vergoedingen brengen eenen interest op van 5 t. h. te rekenen van 1 Januari 1920 of van den dag der schade, indien deze later werd toegebracht.

Projet de loi.

« Art. 49. — Lorsqu'il est intervenu une décision coulée en force de chose jugée, au sujet d'une indemnité de réparation pour des immeubles ou des meubles dont le remploi n'a été ni agréé ni imposé par le tribunal, il est délivré dans les deux mois, au bénéficiaire, un titre constatant le montant de la somme attribuée. L'époque et le mode de paiement des titres de cette nature sont fixés par arrêté royal. »

« Art. 50. — L'époque et le mode de paiement des sommes allouées par décision coulée en force de chose jugée à titre d'indemnité de réparation et d'indemnité complémentaire de remploi relativement à des biens meubles ou immeubles pour lesquels le remploi a été agréé ou imposé par le tribunal sont fixés par arrêté royal. »

« Art. 52. — Les indemnités de réparation sont productives d'un intérêt de 5 p. c. l'an à partir du 1^{er} janvier 1920 ou de la date du dommage, si celui-ci est postérieur à cette date. »

Wetsontwerp.

« Art. 49. — Wanneer eene beslissing, die in kracht van gewijsde is gegaan, werd gegeven betreffende eene vergoeding tot herstel voor vaste goederen of meubelen, waarvan de wederbelegging door de rechtbank noch aangenomen noch opgelegd werd, wordt, binnen twee maanden, aan den rechthebbende een titel afgeleverd, waarbij het bedrag der toegekende som wordt vastgesteld. Het tijdstip en de wijze van betaling van soortgelijke titels worden bij koninklijk besluit vastgesteld. »

« Art. 50. — Het tijdstip en de wijze van betaling der bij in kracht van gewijsde gegane beslissing toegekende sommen als vergoeding tot wederbelegging betreffende roerende goederen of vaste goederen, waarvoor de wederbelegging door de rechtbank werd aangenomen of opgelegd, worden bij koninklijk besluit vastgesteld. »

« Art. 52. — De vergoedingen tot herstel brengen een interest op van 5 t. h. a' jaars vanaf 1 Januari 1920 of vanaf den datum der schade, indien deze na dien datum werd ondergaan. »

Texte amendé par la Commission.

La Commission propose le rejet de la disposition du projet et le maintien de l'article 49 de la loi du 10 mai 1919.

La Commission propose le rejet de l'article 50 du projet de loi et le maintien de l'article 52 de la loi.

Art. 52. Comme ci-contre.

Tekst door de Commissie gewijzigd.

De Commissie stelt voor, de bepaling van het ontwerp te verwerpen en artikel 49 der wet van 10 Mei 1919 te behouden.

De Commissie stelt voor, artikel 50 van het wetsontwerp te verwerpen en artikel 52 der wet te behouden.

Art. 52. Zoals hiernevens.

Dispositions actuelles.
(Loi du 10 mai 1919.)

Huidige bepalingen.
(Wet van 10 Mei 1919.)

Art. 53. — L'époque et le mode du paiement sont, dans les autres cas, fixés par arrêté royal.

Art. 53. — Het tijdstip en de wijze van betaling worden, in de overige gevallen, bij koninklijk besluit vastgesteld.

» Les indemnités complémentaires de remploi produisent le même intérêt à partir de la date fixée par les décisions des cours et tribunaux de dommages de guerre pour la délivrance de titres.

» Si le remploi est déjà effectué au moment du jugement le tribunal fixera la date à partir de laquelle l'intérêt commencera à courir.

Art. 53. — Abrogé.
(Art. 2 du projet de loi.)

« Art. 74^{bis}. — Ne bénéficient pas des indemnités accordées par la présente loi, les sinistrés qui ont réalisé des bénéfices de guerre, tels qu'ils sont définis par la loi du 3 mars 1919, dans la mesure où ces bénéfices, déduction faite de l'impôt spécial et extraordinaire prélevé de ce chef, compensent la perte subie du fait de dommages de guerre. »

Art. 2.

Le dernier alinéa de l'article 15 et les articles 16 et 53 de la loi du 10 mai 1919 sont abrogés.

Wetsontwerp.

» De aanvullende vergoedingen van wederbelegging brengen een gelijk interest op vanaf den datum, welke naar de beslissingen der hoven en rechtbanken voor oorlogsschade wordt vastgesteld tot het afleveren der titels.

» Indien de wederbelegging reeds is geschied op het oogenblik van het vonnis, bepaalt de rechtbank op welken datum de interest begint te loopen. »

Art. 53. — Ingetrokken.
(Art. 2 van het wetsontwerp.)

« Art. 74^{bis}. — Het genot van de bij deze wet toegekende vergoedingen wordt ontnegd aan de geïnteresseerden, die oorlogswinsten hebben gemaakt, zooals zij bij de wet van 3 Maart 1919 zijn omschreven, in de mate waarin deze winsten, na aftrek der uit dien hoofde opgelegde bijzondere en buitengewone belasting, het wegens oorlogsschade ondergaan verlies vergoeden. »

Art. 2.

De slotelinea van artikel 15 en de artikelen 16 en 53 der wet van 10 Mei 1919 worden ingetrokken.

Texte amendé par la Commission.

Alinéa 2. — (Comme ci-contre).

Alinéa 3. — (Comme ci-contre).

La Commission propose le maintien de l'article 53 de la loi.

(Comme ci-contre).

La Commission propose le rejet de cet article et le maintien des dispositions dont l'abrogation est proposée. (Voir articles 15, 16 et 53 de la loi du 10 mai 1919.)

Tekst door de Commissie gewijzigd.

Lid 2. — (Zooals hiernevens).

Lid 3. — (Zooals hiernevens).

De Commissie stelt voor, artikel 53 der wet te behouden.

(Zooals hiernevens).

De Commissie stelt voor, dit artikel te verwerpen en de bepalingen, waarvan de intrekking wordt aangevraagd, te behouden. (Zie de artikelen 15, 16 en 53 der wet van 10 Mei 1919.)

(43) [N° 490.]

Dispositions actuelles.
(Loi du 10 mai 1919.)

Huidige bepalingen.
(Wet van 10 Mei 1919.)

[N° 490.] (44)

Projet de loi.

Wetsontwerp.

(45) [N° 490.]

Texte amendé par la Commission.

Tekst door de Commissie gewijzigd.

Ann. 2.

L'article 70 de la loi sur les Cours et Tribunaux des dommages de guerre est complété par la disposition suivante :

« Le Roi peut créer auprès des tribunaux du ressort de la Cour des dommages de guerre de Gand, des Chambres spéciales ayant compétence pour connaître des causes dont la présente loi attribue la connaissance aux tribunaux de dommages de Furnes et d'Ypres. Les affaires seront renvoyées à ces Chambres par les Présidents des tribunaux de Furnes et d'Ypres, sur la réquisition de commissaire principal près desdits tribunaux. »

Ann. 2.

Artikel 70 der wet op de Hoven en rechtbanken voor oorlogsschade wordt aangevuld door de volgende bepaling :

« De Koning kan in de rechtbanken, behorende tot het gebied van het Hof voor oorlogsschade te Gent, bijzondere Kamers oprichten, welke bevoegd zijn om kennis te nemen van de zaken, waarvan de kennis door deze wet wordt opgedragen aan de rechtbanken voor oorlogsschade te Veurne en te Ieperen. De zaken worden door de Voorzitters der rechtbanken te Veurne en te Ieperen naar die Kamers verwezen op vordering van den hoofdcommissaris bij gezegde rechtbanken. »

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 28 JULI 1920.

Wetsontwerp tot verklaring en herziening der wet van 10 Mei 1919 op de vergoeding der schade wegens oorlogsgebeurtenissen ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE OORLOGSSCHADE EN DE VERWOESTE
GEWESTEN (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER MECHELYNCK.

MIJNE HEEREN,

• Het ontwerp, aan de Kamer voorgelegd, heeft hoofdzakelijk ten doel, de bepalingen der wet van 10 Mei 1919 betreffende de aanvullende vergoeding tot wederbelegging te wijzigen aangaande twee voornamen punten :

1^o de gegevens, volgens dewelke die vergoeding wordt vastgesteld ;

2^o de wijze en het tijdstip harer uitkeering.

In dit verslag worden zij niet dadelijk onderzocht ; om de behandeling van het ontwerp te vergemakkelijken, volgt het de orde van de gewijzigde bepalingen.

ARTIKEL 4.

Volgens haar artikel 4, 1^o, is de wet van 10 Mei 1919 niet toepasselijk op de schade, welke kan geregeld worden bij toepassing der wet van 14 Augustus 1887, aangevuld door het besluit-wet van 4 Augustus 1917, betreffende de inkwartiering der op marsch en in kantonnement zijnde troepen, en de militaire verstrekkingen.

Het wetsontwerp brengt eene uitzondering in dit beginsel.

Eene aan artikel 27 toegevoegde bepaling heeft ten doel, op de opvoedingen, gedaan door de Belgische of de geallieerde legers, mede toepasselijk

(1) Wetsontwerp, n^o 430.

(2) De Commissie, bestaat uit de heeren Mechelynck, voorzitter, Colaert en Galopin, ondervoorzitters, Carlier en Mahieu, secretarissen, Buyl, Catteeuw, Claes, Cousot, Debonne, Dierkens, Drèze, Glorie, Hamman, Périquet en Vandromme.

te maken de bevoegdheid, aan den Staat toegekend, om vaste of roerende goederen van gelijken aard of gelijke waarde als de beschadigde, vernielde, opgevorderde of ontnomen goederen, bij wijze van herstel aan den benadeelde aan te bieden.

Ingevolge deze uitbreiding voegt het ontwerp de woorden : « onverminderd de bepaling vermeld bij artikel 27 » toe aan het hoofd van artikel 4.

ARTIKEL 13.

Artikel 13 der wet van 10 Mei 1919 bepaalt den grondslag van de vergoeding tot herstel. Het artikel is algemeen, het is van toepassing op elke schade toegebracht aan roerende en vaste goederen.

Het ontwerp maakt een onderscheid tusschen deze twee soorten van schade; het beperkt artikel 13 tot de vaste goederen en voegt daartoe bovenaan het artikel de volgende woorden : « In zake vaste goederen ».

Het herstel van de schade aan roerende goederen maakt het voorwerp uit van eene nieuwe bepaling; artikel 18, lid 1, luidt : « Wat de roerende goederen betreft, wordt de schade hersteld in de mate van het geleden verlies, geschat op 1 Augustus 1914. Evenwel voor meubelen of producten, welke na dezen datum gekocht werden, wordt de schatting der schade gedaan volgens den aankoop prijs of de voortbrengingskosten, indien deze kunnen vastgesteld worden ». Deze bepaling strookt met het eerste lid van artikel 15; zij brengt in den algemeenen regel slechts eene wijziging, bestemd om de schatting der schade te vergemakkelijken; de schatting zal niet voor elk der voorwerpen afzonderlijk, maar voor het geheel van het geleden verlies plaats hebben. Deze wijze van schatting was niet uitgesloten door de bewoordingen van artikel 13; het scheen nuttig, dit op uitdrukkelijke wijze te vermelden in de wet ten einde moeilijkheden van verklaring te vermijden.

Artikel 18, lid 1, van het ontwerp voorziet niet de toepassing, in roerende zaken, van lid 2 en lid 3 van artikel 13 der wet van 10 Mei 1919.

Volgens lid 2 zal er rekening gehouden worden met de waardevermeerdering wegens den natuurlijke aangroei of de natuurlijke vermindering op den dag, waarop het feit, dat tot herstel aanleiding geeft, zich voordeed, wanneer de goederen een eerste maal werden vernield of beschadigd, daarna heropgericht of hersteld en later opnieuw vernietigd of beschadigd werden, dan begrijpt, naar luid van lid 3, het herstel, waartoe zij aanleiding geven de kosten veroorzaakt door de eerste herstelling of heroprichting daarvan.

Eene roerende zaak kan, evengoed als eene onroerende, tergevolge van natuurlijke oorzaken in waarde gestegen of gedaald zijn tusschen 1 Augustus 1914 en den dag waarop de schade werd toegebracht; zij kan, even goed als eene onroerende zaak, een eerste maal gedeeltelijk vernield of beschadigd, daarna hersteld of heropgericht en later geheel of gedeeltelijk vernield geweest zijn.

Er bestaat dus geene reden om niet, voor roerende goederen, de alinea's

2 en 3 van artikel 13 toe te passen ; de Commissie stelt voor, deze toepassing te vermelden door eene uitdrukkelijke bepaling.

De wet van 10 Mei 1919 maakt eene noodzakelijk onderscheid tusschen de vergoedingen tot herstel en de vergoedingen tot wederbelegging : zij regelt deze door gansch verschillende bepalingen ; om dit stelsel te handhaven stelt de Commissie voor, het 1^{ste} lid af te scheiden van artikel 18 en een nieuw artikel 13^{bis} daarvan te maken.

ARTIKEL 14.

Artikel 14 werd in de wet van 1919 opgenomen bij de behandeling in de Kamer ; het verleent eene bijzondere vergoeding aan den geteisterde die, naar aanleiding van de veroorzaakte schade, verplicht werd zijne woning te verlaten.

De bij dit artikel voorziene schade is die, waarvan de wet van 10 Mei 1919 het herstel verzekert en welke zij in artikel 2 bepaalt.

Ten einde de uiteenlopende beoordeelingen, waarop in de Memorie van Toelichting wordt gewezen, voortaan te vermijden, stelt het ontwerp voor, de woorden « ten gevolge van de schade » te vervangen door : « ten gevolge van een der maatregelen of een der feiten bepaald bij artikel 2 dezer wet. »

In het eerste lid van artikel 14 wordt slechts het verlaten van de woning voorzien ; de bijzondere vergoeding wordt niettemin verleend zoo voor de meubelen als voor het vast goed ; diensgevolge stelt het ontwerp voor, « het verlaten der meubelen » in den tekst te vermelden.

De Commissie heeft deze twee wijzigingen aangenomen.

2. Het ontwerp van de Regeering beperkt de waarde, naar welke de jaarlijksche vergoeding van 5 t. h wordt berekend ; in geen geval kan zij worden berekend naar eene waarde van meer dan 30,000 frank voor de vaste goederen en, voor de meubelen, naar eene hoogere waarde dan die van het stoffearend huisraad, hetwelk volstrekt onontbeerlijk is tot het bewonen en met uitsluiting de voorwaarden, koopwaren, kunstvoorwerpen, verzamelingen, enz.

De Commissie betuigde hare instemming met de eerste beperking ; deze strookt met de gedachte, waaruit de bepaling werd geboren : de geteisterde die, naar aanleiding van oorlogsfeiten, uit zijne woning werd verjaagd, kon, naar luid van de Memorie van Toelichting, zich tijdens de oorlogsverrichtingen tevreden stellen met eene nederige woning.

De tweede beperking gaf aanleiding tot bezwaren gegrond op de moeilijkheden harer toepassing.

Zooals het ontwerp doet voor de vaste goederen, stelt de Commissie voor, een nauwkeurig-cijfer voor de meubelen te bepalen. Leden deden opmerken dat uit onderzoekingen, ingesteld in verscheidene deelen van het land, bleek dat, over het algemeen, de waarde der meubelen schommelt tusschen de helft en de drie vierden der waarde van het bewoonde vast goed. Rekening houdend met de beweegredenen, welke de Regeering er toe brachten, eene nieuwe bepaling voor te dragen, stelt de Commissie voor, het cijfer, waarop

de bijzondere vergoeding van 5 t. h., naar luid van artikel 14, wordt berekend, eens voor al te bepalen op de helft der waarde van het bewoonde vast goed.

3. Het derde lid van het voorgestelde artikel bepaalt den duur, gedurende welken de vergoeding zal verleend worden; zij begint te loopen vanaf den dag waarop de schade wordt toegebracht; zij eindigt wanneer deze is hersteld en kan nooit worden toegekend voor eene tijdruimte na 31 December 1919; deze datum komt overeen met dezen van 1 Januari 1920 bepaald bij artikel 50 voor het loopen van de interesten der vergoeding tot herstel.

4. Het laatste lid legt aan den geteisterde de verplichting op, te bewijzen dat hij uitgaven heeft gedaan om elders te wonen; de Memorie van Toelichting doet opmerken, tot wettiging van dien maatregel, dat de vergoeding aan den benadeelde enkel verleend wordt omdat hij verplicht werd eene andere woning te zoeken of zich andere meubelen aan te schaffen; het zou dus onlogisch zijn, voegt zij er bij, ze toe te kennen aan hem die kosteloos wonen kan.

Indien de geteisterde, al werd hij kosteloos gehuisvest, verplicht was andere meubelen, linnen, kleedingstukken aan te koopen, is de vergoeding verschuldigd naar het bedrag dezer uitgave, zonder dat de waarde, naar welke de 5 t. h. worden berekend, in welk geval ook de hierboven bepaalde grenzen moge overschrijden.

ARTIKEL 18 VAN HET ONTWERP (Artikelen 15, 17, 18 en 19 der wet van 10 Mei 1919).

Ten einde den wederopbouw van het land te bevorderen, laat de wet van 10 Mei 1919 aan de rechtbanken toe, zoogenaamde aanvullende vergoedingen tot wederbelegging te verleen.

Het recht op die vergoeding is niet zoo volstrekt als het recht op de vergoeding tot herstel.

Door de wet worden daartoe voor de vaste goederen vereischen gesteld, wat betreft de wijze van uitvoering: voor de roerende goederen verleent zij ze slechts in de gevallen en binnen de grenzen bepaald bij de artikelen 18 en 19. Bovendien machtigt zij — art. 17 — de rechtbanken voor oorlogsschade, mits sommige waarborgen — eensluidende besluitschriften van den Staatscommissaris en eenparigheid van de leden der rechtbank — om de vergoeding niet toe te staan of ze te doen afhangen van de vergoeding tot herstel. De overwegingen, waarop de rechtbanken moeten steunen bij hunne uitspraak, zijn in de wet geschreven: « Door de rechtbank, zoo luidt artikel 17, worden zoowel de rechtmatige belangen van den rechthebbende als het algemeen belang en de gewestelijke evenals de algemeene toestanden van het economisch leven in aanmerking genomen. »

2^o De toepassing van de wederbelegging, in roerende zaken, heeft, zoo wordt in de Memorie van Toelichting geschreven, aanleiding gegeven tot

blijkbare misbruiken; het ontwerp stelt voor, die misbruiken te keer te gaan door de bepalingen van een nieuw artikel 18, bestemd om die van de artikelen 18 en 19 der wet van 10 Mei 1919 te vervangen. Hier volgt de uiteenzetting daarvan :

A. Artikel 18 der wet van 10 Mei 1919 verleent de wederbelegging voor de grondstoffen, afgewerkte producten en in magazijn zijnde koopwaren, derwijze dat de onderneming normaal in bedrijf kan genomen worden gedurende een tijdperk dat niet zes maanden mag overschrijden.

Het ontwerp trekt deze bepaling in niet op uitdrukkelijke wijze, doch door de grondstoffen, afgewerkte producten en in magazijn zijnde koopwaren niet meer te vermelden in de nieuwe bepalingen van artikel 18.

B. Artikel 19 der wet van 1919 laat de wederbelegging zonder beperking toe : 1^o voor de nijverheids-, handels- of landbouwwerktuigen en 2^o voor de meubelen dienende tot het drijven van handel of het uitoefenen van een beroep.

Het ontwerp laat de wederbelegging toe alleen voor het geval dat de wegneming, de vernieling of de opvordering aan de onderneming of aan het bedrijf of aan een hunner afdelingen een verlies van ten minste 25 t. h. van hunne voortbrengingsmiddelen deed ondergaan.

C. Het huidig artikel 19, 2^o, voorziet de wederbelegging voor het vee, de meststoffen, zaden, oogsten, levende planten, boomen, struiken en allerlei producten noodig tot de herneming van den akkerbouw.

Volgens het nieuw artikel 18, zijn er, op dat gebied, drie groepen van geëisteerden : tot de eerste groep behoren de geëisteerden van de gemeenten der eerste vuurlinie; tot de tweede, die van de gemeenten welke gedurende ten minste één jaar begrepen waren in het etappengebied; tot de derde, die van al de overige gemeenten van het land.

Voor de eerste groep wordt de bestaande regeling behouden; voor de tweede wordt de wederbelegging beperkt tot het vee; in de derde wordt de wederbelegging voor het landbouwbedrijf volkomen afgeschaft.

D. Eindelijk verleent artikel 19, 4^o, der wet van 1919 aan den geëisterde de wederbelegging voor het stoffeërend huisraad, het linnen, de persoonlijke kleedingstukken, met uitsluiting van elk voorwerp van kunst of weelde.

Volgens het ontwerp wordt de wederbelegging niet meer toegestaan voor de meubelen, het linnen en de persoonlijke kleedingstukken, waarvan het aantal en de hoeveelheid of de hoedanigheid overtreffen, welke in verhouding staat met de samenstelling van het gezin.

3. Het onderzoek van deze nieuwe bepalingen heeft aan de Commissie aanleiding gegeven tot talrijke aanmerkingen.

Waarom dient elke wederbelegging voor de grondstoffen en koopwaren te worden afgeschaft? De vastgestelde misbruiken wettigen eene volstrekte afschaffing niet.

Waarom moet, wat de werktuigen betreft, het verlies in aanmerking worden genomen slechts tot een bedrag van 25 t. h. veeleer dan 20 t. h., eenerzijds, 50 of zelfs 50 t. h. anderzijds?

Waarom dient de wederbelegging te worden beperkt en zelfs afgeschaft voor den bewoner der gemeenten, die in 1914 werden overrompeld en vernield ofwel bij den laatsten aanval ontruimd en vernield, of ook nog voor hem, wier goederen werden vernield bij aanvallen van vliegtuigen buiten de vuurlinie en het etappengebied?

Volgens de samenstelling van het gezin alleen kan men noch de hoeveelheid, noch vooral de hoedanigheid van de menbelen en van het linnen bepalen, waarvoor de vergoeding tot wederbelegging mag toegestaan worden.

Is het anderzijds aannemelijk dat er, door den wil van den wetgever, twee soorten geteisterden zouden zijn : die, aan wie, nadat zij de kans of de gunst hadden de uitkeering van hunne vergoedingen te bekomen, een meer gunstige wettelijke regeling ten goede komen zou, en de ongelukkigen, die tot nu toe niets bekomen hebben?

4. Overigens, de Memorie van Toelichting stelt vast dat de misbruiken door het samenstel bepalingen van de wet van 10 Mei 1919 kunnen vermeden worden, doch dat de Rechtbanken niet altijd gebruik maakten van de rechten welke zij hun toekent.

De Commissie heeft zich met deze laatste beschouwing vereenigd; zij was van meening dat men, in plaats van de wederbelegging op algemeene wijze te beperken, de bepalingen, welke aan de rechtbanken toelaten de misbruiken te vermijden, diende nader te omschrijven.

Artikel 17 machtigt de rechtbanken, de wederbelegging te weigeren. Deze bepaling is algemeen; echter, volgens de plaats welke haar in de wet is toegekend, schijnt zij te moeten samengaan met de wederbelegging voor vaste goederen, en, omdat artikel 17 in de artikelen 18 en 19 niet opnieuw vermeld wordt, wanneer zulks wel met artikel 15 geschiedt, kan men meenen dat het niet van toepassing was op de wederbelegging voor roerende goederen.

Om deze verkeerde uitlegging te vermijden, stelt de Commissie voor, de toepassing van artikel 17 in de artikelen 18 en 19 uitdrukkelijk te vermelden.

5. Artikel 17 schijnt op al te volstreckte wijze uitgelegd te zijn geworden; de rechter zou slechts het recht hebben de wederbelegging te verleenen of te weigeren, en niet ze te beperken; daar hij het recht bezit ze voor het geheel te weigeren, kan hij, ingevolge de algemeene regelen, ze, zoo noodig, voor slechts een gedeelte weigeren.

De Commissie stelt voor, den tekst van artikel 17, 1°, in dezen zin aan te vullen; de rechter zal de wederbelegging verleenen, hij zal ze voor het geheel of slechts voor een gedeelte weigeren; hij zal, zooals bij artikel 17 wordt bepaald, bij zijne uitspraak zoowel de rechtmatige belangen van den rechthebbende in acht nemen als het algemeen belang, en dienvolgens, zoo noodig, de verrijking welke uit de wederbelegging zou kunnen voortvloeien.

6. De aangewezen misbruiken deden zich vooral blijken naar aanleiding van artikel 18 der wet van 10 Mei 1919. Deze bepaling heeft ten doel, de herneming van het normaal bedrijf toe te laten; zij is toepasselijk op de nijverheidsondernemingen en op de handelsondernemingen en om die reden vermeldt zij de grondstoffen, de afgewerkte producten en de in magazijn zijnde koopwaren; wat de wederoprichting betreft, zijn de grondstoffen noodzakelijk voor de nijverheid en de koopwaren voor de handelszaken; de Commissie stelt voor, dit onderscheid in aanmerking te nemen in den tekst van artikel 18 en daarin tevens opnieuw melding te maken van het recht dat de rechter heeft om de wederbelegging te verleenen of te weigeren voor het geheel of voor een gedeelte. Zij stelt voor, artikel 18 te doen luiden :

« Het eerste lid, de laatste twee alinea's van artikel 15 en artikel 17 zijn toepasselijk op het weder tot stand brengen van de grondstoffen in de nijverheidsondernemingen en van de koopwaren in de handelsondernemingen; dit geldt echter alleen voor de hoeveelheden, door de rechtbank bepaald in elke zaak, welke onontbeerlijk zijn om de onderneming opnieuw in gang te zetten. »

7. De Commissie stelt voor, artikel 19 der wet van 19 Mei 1919 te behouden, mits daarin wordt vermeld dat artikel 17 van toepassing is.

ARTIKEL 19 VAN HET ONTWERP.

Artikel 19 van het ontwerp bepaalt dat de rechtbanken voor oorlogsschade vaststellen op welke voorwaarden de wederbelegging geschiedt.

Deze bepaling strookt met de algemeene beginselen der wet van 10 Mei 1919; het kan zijn nut hebben, dit in de wet te doen opnemen; doch de plaats daarvan is in artikel 13, dat de algemeene regelen betreffende de wederbelegging vaststelt.

De Commissie stelt voor, die bepaling in artikel 13 op te nemen, zoodat zij het voorlaatste lid daarvan uitmaakt.

ARTIKEL 27.

Het ontwerp machtigt den Staat, de geteisterden in gelijke waarde te betalen, wanneer deze eenige schade geleden hebben, welke kan hersteld worden krachtens de wet van 14 Augustus 1887, aangevuld door het besluit-wet van 4 Augustus 1917 op de militaire verstrekkingen.

ARTIKEL 43.

Het ontwerp wijziget het artikel om het in overeenstemming te brengen met de wet van 25 April 1920, waarbij de reeksen van schade, voorzien bij artikel 20 van het besluit-wet van 24 October 1918, worden afgeschaft.

De Commissie stelt voor, de bepaling betreffende de voorschotten, die de rechtbanken kunnen verleenen krachtens artikel 15 van de wet, en waarvan de intrekking door geen enkele reden wordt gewettigd, opnieuw in artikel 43 op te nemen.

ARTIKELN 49 EN 50 VAN HET ONTWERP, 49 EN 52 DER WET VAN 10 MEI 1919.

1. Bij de artikelen 49 en 50 wijzigt het ontwerp de wijze van betaling der vergoedingen toegestaan mits wederbelegging en der aanvullende vergoedingen tot wederbelegging.

Het is noodig, het stelsel der wet van 10 Mei 1919 op dit gebied in herinnering te brengen.

Binnen twee maanden na de eindbeslissing van het Hof of van de Rechtbank voor oorlogsschade ontvangt elke geteisterde een titel, waarbij is vastgesteld het bedrag van de vergoedingen die hem toegekend zijn : voorgoed of bij voorraad verleende vergoedingen, vergoedingen tot herstel, aanvullende vergoedingen tot wederbelegging, voorschotten wegens ouderdom. De titel vermeldt de voorwaarden, door de beslissing of door de wet gesteld voor de wederbelegging en voor de voorschotten, artikel 49.

De titel brengt interest op, artikel 50.

Hij is op naam, artikel 51.

2. Na het overhandigen van den titel te hebben voorgeschreven, regelt de wet de betaling daarvan:

Geldt het eene vergoeding toegestaan zonder verplichte wederbelegging, dan worden het tijdstip en de wijze van betaling geregeld bij koninklijk besluit, artikel 53.

Is de wederbelegging integendeel verplicht, dan wordt de betaling van den titel gedaan door den Staat op de tijdstippen bepaald bij beslissing van de Rechtbank, artikel 52.

Deze laatste bepaling is in verband met de bepalingen, welke aan de rechtbanken voorschrijven te bepalen binnen welke tijdruimten het goed moet wederopgericht worden — tijdruimte welke de geteisterde op straffe van vervallenverklaring moet in acht nemen, artikel 23 — en te bepalen, met inachtneming van de voorwaarden opgelegd voor de wederbelegging, op welke tijdstippen de vergoedingen moeten betaald worden, artikel 15, slotalinea.

3. Volgens het ontwerp wordt artikel 49 beperkt tot de vergoedingen toegestaan zonder verplichte wederbelegging.

Wanneer er wederbelegging is naar luid van artikel 50 van het ontwerp, worden het tijdstip en de wijze van uitbetaling van de toegekende sommen bij koninklijk besluit geregeld; als gevolg daarvan doet het ontwerp de slotalinea van artikel 15 wegvallen.

De Memorie van Toelichting verklaart deze wijziging door den toestand van 's Lands financiën; de Regeering, zoo luidt het, moet, volgens de omstandigheden, het cijfer der uitkeeringen in geld kunnen verhoogen of verminderen.

Het is de terugkeer naar het stelsel van artikel 12 van het ontwerp, ingediend door de Regeering op 11 December 1918 : « De Regeering zal, bij koninklijk besluit en volgens de financieele mogelijkheden, de betalingstermijnen bepalen zoowel van de bij voorbaat te verleen vergoedingen als van de eindvergoedingen. »

De Kamer heeft dit stelsel behouden, zooals wij even zegden, wanneer er geene verplichting tot wederbelegging is (art. 53); zij heeft het verworpen in geval van wederbelegging (art. 52, wet van 10 Mei 1919).

« De wederbelegging, zegt het verslag van de Middenafdeeling (zittingsjaar 1918-1919), moet gedaan worden binnen termijnen vastgesteld door het vonnis dat de vergoeding vaststelt; deze voorwaarde, door de wet aan de geteisterden opgelegd, brengt voor den Staat de verplichting mede, ter beschikking van den geteisterde te stellen de sommen, die noodig zijn om zijne verplichting te kunnen volbrengen; de vergoedingen verleend om wederbelegd te worden zullen uitgekeerd worden op de tijdstippen vastgesteld door de beslissingen der rechtbanken voor oorlogsschade. » De schuldenaar moet er voor zorgen dat hij zijne schuld kan betalen.

Deze beschouwing is thans even gegrond als een jaar geleden; zij heeft de Commissie er toe gebracht, niet in te stemmen met artikel 50, en aan de Kamer voor te stellen, de artikelen 49, 52 en 53 der wet van 10 Mei 1919 te behouden.

ARTIKEL 52 VAN HET ONTWERP, 50 DER WET VAN 10 MEI 1919.

Het ontwerp behoudt het beginsel van de wet van 10 Mei 1919; interesten zijn verschuldigd voor de vergoedingen vanaf 1 Januari 1920 of vanaf den datum der schade, indien deze na dien datum werd toegebracht.

Krachtens dit beginsel zijn de interesten op de vergoedingen tot wederbelegging slechts verschuldigd vanaf den dag, waarop de geteisterde de sommen tot wederbelegging heeft gestort; de alinea's 2 en 3 bepalen in dien zin de beteekenis van de wet.

ARTIKEL 74^{bis}.

Artikel 74^{bis} voert eene vergelijking in van de winsten, door den geteisterde tijdens den oorlog gemaakt, en van het verlies dat hij als oorlogsschade onderging.

Enkele leden van de Commissie hebben de bepaling bestreden; zij meenen dat zij twee soorten van oorlogswokeraars schept en aan degenen, die oorlogsschade hebben geleden, eene bijzondere belasting oplegt.

Een lid stelt voor, de vergelijking slechts aan te nemen voor een gedeelte der gemaakte winsten; hij heeft aan de Commissie den volgende tekst voorgelegd: « Worden afgetrokken van de vergoedingen toegekend aan den geteisterde die oorlogswinsten heeft gemaakt, zooals die zijn omschreven in de wet van 3 Maart 1919: 1° de bijzondere belasting bepaald door deze wet; 2° dertig ten honderd van het zuiver bedrag van deze winsten. »

Het voorstel werd verworpen met acht stemmen tegen eene en eene onthouding.

De Commissie heeft artikel 74^{bis} van het ontwerp aangenomen met vijf stemmen tegen vier; een lid heeft zich onthouden.

ARTIKEL 2 van het ontwerp.

Dit artikel heeft ten doel, drie bepalingen in te trekken; de Commissie stelt aan de Kamer voor, ze te handhaven.

Het verslag wijst, bij de bovenstaande behandeling der artikelen 49 en 50 van het ontwerp, op de redenen daarvan, wat betreft de slotalinea van artikel 13 en wat betreft artikel 53.

Met het oog op het herstel van al de gedeelten des lands, eischt artikel 16 der wet van 10 Mei 1919 de wederbelegging der vaste goederen in de gemeenten door middel van vaste goederen die dezelve bestemming of eene dergelijke bestemming hebben.

De maatregel gaf aanleiding tot klachten en, ten einde dit te verhelpen, wordt door het ontwerp de intrekking van artikel 16 voorgesteld.

Naar het oordeel van de Commissie, moet echter bedoeld artikel noodzakelijkerwijs worden gehandhaafd voor den wederopbouw der verwoeste streken; het recht, door het tweede lid van artikel 16 toegekend aan de rechtbank, laat overigens toe, deze regeling naar de gewenschte schikkingen uit te voeren.

**BEPALING TOT AANVULLING VAN ARTIKEL 70 DER WET OP DE HOVEN EN RECHTBANKEN
VOOR OORLOGSSCHADE.**

Ten einde het herstel der oorlogsschade te bespoedigen, wordt, krachtens artikel 70 der samengeordende wet op de hoven en rechtbanken voor oorlogsschade, toegelaten, bij koninklijk besluit de bijzondere wijze van behandeling te regelen, waar het gedingen geldt, die voor de rechtbanken te Veurne en Ieperen anhangig zijn.

Een lid heeft gewezen op de onmogelijkheid om het vereischte personeel aan te werven tot het oprichten van een voldoende getal kamers in de rechtbanken te Veurne en Ieperen.

Bedoeld lid heeft voorgesteld, in andere rechtbanken, welke werken buiten de verwoeste streken, bijzondere kamers op te richten, waarvan het personeel zou worden aangeworven onder de personen die met den toestand der verwoeste streken bekend zijn; deze kamers zouden inzonderheid belast zijn met de zaken welke bij de rechtbanken te Ieperen en Veurne worden anhangig gemaakt. Ten einde eenheid in de beslissingen te behouden, zouden deze kamers aangesloten worden bij de rechtbanken behorend tot het gebied van het Hof voor oorlogsschade te Gent, dat uitspraak doet in beroep over de vonnissen uitgesproken door de rechtbanken te Veurne en van Ieperen.

De Commissie, het eens zijnde met deze opmerkingen, stelt de volgende bepaling voor :

« Artikel 70 der wet op de Hoven en Rechtbanken voor oorlogsschade wordt aangevuld door de volgende bepaling :

» De Koning kan in de rechtbanken, behorende tot het gebied van het Hof voor oorlogsschade te Gent, bijzondere kamers oprichten, welke

bevoegd zijn om kennis te nemen van de zaken, waarvan de kennis door deze wet wordt opgedragen aan de rechtbanken voor oorlogsschade te Veurne en te Ieperen. De zaken worden door de Voorzitters der rechtbanken te Veurne en te Ieperen naar die kamers verwezen op vordering van den hoofdcommissaris bij gezegde rechtbanken. »

ARTIKEL 19^{bis} (wet van 20 April 1920).

Artikel IV der wet van 20 April 1920 heeft aan de wet van 10 Mei 1919 een artikel 19^{bis} toegevoegd, luidende : « De Koning kan, op advies van den hoogerem raad voor oorlogsschade, coëfficiënten per categoriën goederen vaststellen, waarnaar de rechtscolleges voor oorlogsschade gehouden zijn het bedrag der vergoedingen voor wederbelegging te bepalen. »

Dit artikel gaf geen aanleiding tot debat in de Kamer; in den Senaat werden daarover aanmerkingen in 't midden gebracht, waaruit schijnt te blijken dat het coëfficiënt, naar de meening van de Regeering, moet vastgesteld worden op zulke wijze dat voor de wederbelegging eene vergoeding wordt opgelegd, welke lager is dan de som noodig om dezelve te bewerkstelligen.

Leden van de Commissie hebben op de zwaarwichtige gevolgen van dezen maatregel de aandacht gevestigd. Zij gaven als voorbeeld de nijveraars van Roeselare aan, die, daags na het in werking treden van de wet van 10 Mei 1919, reeds al hunne pogingen in 't werk stelden om hunne vernielde fabrieken weder op te richten. De sommen, welke hun werden gevraagd, namelijk voor de nieuwe werktuigen welke zij zich moesten aanschaffen, waaren zoo groot dat zij, alvorens de bestelling te doen, zich tot den Minister van Economische Zaken wendden, ten einde het bedrag te kennen van de vergoedingen hun door de wet toegekend. Namens den Minister werd hun geantwoord, dat de vergoeding voor wederbelegging het herstel van het weggenomen materieel tegen den prijs van den dag voorzag : dat men hieromtrent niet ongegrust behoefde te zijn, dat alles zou betaald worden.

De toepassing van een beperkt wederbeleggingscoëfficiënt in den zin van de verklaringen, door de Regeering in den Senaat gedaan, zal aan de nijveraars niet toelaten, de verbintenissen na te komen, welke zij hebben aangegaan op grond van den tekst der wet en van het antwoord van den Minister.

De vraagstukken, opgeworpen door de behandeling waartoe artikel 19^{bis} in de Commissie aanleiding gaf, kunnen aldus worden samengevat :

Zullen de coëfficiënten, welke de Regeering zal vaststellen ter uitvoering van artikel 19^{bis}, derwijze worden bepaald dat zij met de uitgave van herstel overeenkomen?

Zullen zij beneden deze uitgave worden bepaald?

Zullen zij gelden voor de reeds gedane wederbeleggingen?

Zullen zij het slechts zijn voor de wederbeleggingen, welke nog moeten gedaan worden?

De leden, die de zaak hebben opgeworpen, behielden zich het recht voor, bij de behandeling ter Kamer uitleggingen te vragen over de toepassing van artikel 19^{bis} en, zoo noodig, een nieuwe bepaling voor te stellen.

Het ontwerp ingediend op 9 Juli werd slechts rondgedeeld op 16 Juli ; de Commissie heeft sedertdien verscheidene vergaderingen aan het onderzoek daarvan gewijd.

Een lid van de Commissie heeft gevraagd, met het indienen van het verslag nog te wachten om het ontwerp nog grondiger te kunnen onderzoeken en de wijzigingen na te gaan, welke op andere punten zouden kunnen gebracht worden in de wet van 10 Mei 1919.

Doch de Kamer, door eene beslissing van 23 Juli, heeft de behandeling van het ontwerp op de dagorde gebracht. Vandaag reeds legt de Commissie haar verslag neer om zich te houden aan de beslissing der Kamer en haar toe te laten, indien zij aldus besluit, de behandeling er van aan te vatten in den loop der vergaderingen van deze week.

Het verslag werd eenparig goedgekeurd door de aanwezige leden van de Commissie.

De Voorzitter-Verslaggever,

A. MECHELYNCK.

